

29 MAI 2018

Elior Group SA
Rapport intermédiaire
Octobre 2017 - Mars 2018

www.eliorgroup.com

Elior Group SA
Société anonyme
Capital: 1 759 490,96 euros
408 168 003 R.C.S. Nanterre
Siège social : 9-11 Allée de l'Arche - 92032 Paris La Défense, France

1 ANALYSE DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS CONSOLIDES

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2018	2017
Chiffre d'affaires	3 339,4	3 213,0
Achats consommés	(1 061,0)	(996,9)
Charges de personnel	(1 497,1)	(1 417,3)
Charges de personnel relatives aux plans de rémunération en actions	(5,3)	(5,7)
Autres frais opérationnels	(505,2)	(500,0)
Impôts et taxes	(46,0)	(44,2)
Quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises associées	0,7	0,5
EBITDA comptable	225,5	249,5
Amortissements et provisions opérationnels courants	(102,3)	(89,2)
Dotations nettes sur actifs incorporels reconnus en consolidation	(10,2)	(11,1)
Résultat opérationnel courant incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	113,0	149,2
Autres produits et charges opérationnels non courants	(14,0)	(12,2)
Résultat opérationnel incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	99,0	137,0
Charges et produits financiers nets	(33,1)	(25,2)
Résultat avant impôt	65,8	111,7
Impôt sur les résultats	(24,3)	(48,8)
Résultat des activités abandonnées	(0,8)	(0,9)
Résultat de la période	40,7	62,1
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	3,7	3,8
Résultat net part du Groupe	37,0	58,3
Résultat net par action (en euros)	0,21	0,34
Résultat net part du Groupe ajusté	56,5	77,5
Résultat net par action ajusté (en euros)	0,33	0,45

1.1 VARIATIONS DE PERIMETRE

Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2018 :

Elior North America (anciennement TrustHouse Services), filiale de restauration collective d'Elior Group aux Etats-Unis, a procédé à l'acquisition en novembre 2017 de la société CBM:

- CBM Managed Services est une société basée à Sioux Falls dans le Dakota du Sud qui opère sur le marché de la restauration en milieu pénitentiaire. CBM compte un peu moins de 1 000 collaborateurs sur 200 sites à travers 29 états.
- CBM réalise un chiffre d'affaires total annuel d'environ 70 millions de dollars.

Au Mexique et avec effet au 1^{er} février 2018 :

- Aerocomidas filiale d'Areas au Mexique a procédé à l'acquisition des activités de restauration aéroportuaires de LA TABA.
- LA TABA réalise un chiffre d'affaires total annuel d'environ 10 millions d'euros.

Les deux acquisitions décrites ci-dessus ont contribué au chiffre d'affaires consolidé du semestre clos le 31 mars 2018 à hauteur de 25,4 millions d'euros et à l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) consolidé à hauteur de 3,4 millions d'euros.

Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2017 :

Elior North America (anciennement TrustHouse Services), filiale de restauration collective d'Elior Group aux Etats-Unis, a procédé à l'acquisition respectivement en octobre 2016 puis en février 2017 des sociétés Abigail Kirsch et Corporate Chefs :

- Abigail Kirsch est une société basée à New York spécialisée dans les activités de banqueting et de restauration événementielle ;
- Corporate Chefs est une société basée à Haverhill dans le Massachussets spécialisée dans les repas haut de gamme fraîchement cuisinés pour les marchés de la restauration d'entreprise et de

1.2 AUTRES FAITS MARQUANTS

Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2018 :

Philippe Salle, président et directeur général du Groupe a quitté ses fonctions le 31 octobre 2017. À la suite de la décision du conseil d'administration d'Elior Group, réuni le 26 juillet 2017, de séparer les fonctions de président et de directeur général, Gilles Cojan, coopté administrateur, est devenu président du conseil

d'enseignement. Créée en 1987, la société Corporate Chefs est présente dans huit Etats du nord-est des Etats-Unis.

Abigail Kirsch et Corporate Chefs réalisent un chiffre d'affaires total annuel d'environ 55 millions de dollars.

En Europe, et avec effet au 1^{er} octobre 2016 :

- Elior Ristorazione filiale de restauration collective d'Elior Group en Italie a procédé à l'acquisition de la société Hospes qui opère essentiellement en restauration d'entreprises dans le nord de l'Italie, et
- Serunion, filiale de restauration collective d'Elior Group en Espagne et au Portugal a procédé à l'acquisition de la société Hostesa qui opère essentiellement sur les marchés de la restauration en enseignement et dans les maisons de retraite en Catalogne et dans la région de Valence.

Ces deux acquisitions représentent un chiffre d'affaires annuel total d'environ 30 millions d'euros.

Les quatre acquisitions décrites ci-dessus ont contribué au chiffre d'affaires consolidé du semestre clos le 31 mars 2017 à hauteur de 30,4 millions d'euros et à l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) consolidé à hauteur de 2,7 millions d'euros.

Elior Group a annoncé le 21 novembre 2016 avoir signé un accord pour acquérir la totalité de MegaBite ainsi qu'une participation majoritaire de 51% dans la société CRCL, ces deux acquisitions étant localisées en Inde - MegaBite Food Services à Bangalore et Bombay et CRCL à Chennai. Le chiffre d'affaires total de ces deux sociétés est de l'ordre de 27 millions d'euros en année pleine. Ces acquisitions ont été finalisées en février 2017 et elles ont été intégrées dans les comptes du Groupe depuis avril 2017.

d'administration du Groupe et Pedro Fontana a été nommé directeur général du Groupe par intérim, à compter du 1er novembre 2017.

Lors de sa séance du 5 décembre 2017 le conseil d'administration a décidé de nommer Philippe Guillemot au poste de directeur général d'Elior Group, Pedro Fontana devenant directeur général délégué.

Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2017 :

A effet au 30 mars 2017, et dans le cadre du partenariat stratégique signé au cours de l'exercice précédent avec le Chef Alain Ducasse, Elior Group a transféré au Groupe Ducasse le contrôle de ses activités opérées par Areas France and Northern Europe dans les musées. Cette opération s'est traduite par l'apport à la société Ducasse Développement de 60% des titres de la société Areas Développement Musées qui est la nouvelle holding de ces activités. A compter du 30 mars 2017, cette

opération s'est traduite par l'enregistrement d'une plus-value nette de 2,4 millions d'euros enregistrée au 31 mars 2017 au sein du « résultat net des activités non poursuivies ».

Les 40% d'actifs et de passifs conservés par Elior Group dans la société Areas Développement Musées et ses filiales continuent d'être présentés au sein des activités abandonnées ou détenues en vue de la vente dans les états financiers consolidés.

1.3 PRESENTATION DU REPORTING PAR SEGMENTS OPERATIONNELS

Suite à la montée à 100% dans le capital d'Areas en juillet 2015 et à la réorganisation des activités du Groupe, la présentation du reporting par segments opérationnels a été modifiée comme suit à compter de l'exercice 2105-2016 :

- Les deux segments de reporting correspondants aux activités restent inchangés s'agissant de la restauration collective et les services d'une part et la restauration de concession - désormais opérée dans l'ensemble du Groupe sous la marque Areas - d'autre part ;
- Chaque activité est présentée selon deux segments géographiques, la France et l'international.

1.4 CHIFFRE D’AFFAIRES

1.4.1 Analyse du chiffre d’affaires et détermination du taux de croissance organique

La croissance organique entre une période financière et une période antérieure comparable est déterminée par le Groupe en calculant la croissance du chiffre d’affaires en excluant :

(i) Les effets de changements de périmètre de consolidation des acquisitions significatives, cessions et transferts en activités détenues en vue de la vente réalisés pendant chacune des périodes comparées tel que décrit ci-après :

- pour ce qui est des acquisitions réalisées pendant l’exercice n-1, est considéré comme un effet de « changement de périmètre de consolidation » le revenu généré par des activités acquises entre le début de l’exercice n jusqu’à un an après l’entrée dans le périmètre de consolidation des activités en question ;
- pour ce qui est des acquisitions réalisées pendant l’exercice n, est considéré comme un effet de « changement de périmètre de consolidation » le revenu généré par des activités acquises entre la date d’entrée dans le périmètre de consolidation des activités en question jusqu’à la fin de l’exercice n ;
- pour ce qui est des cessions réalisées pendant l’exercice n-1, est considéré comme un effet de « changement de périmètre de consolidation » le revenu généré par des activités cédées pendant l’exercice n-1 ; et
- pour ce qui est des cessions réalisées pendant l’exercice n, est considéré comme un effet de « changement de périmètre de consolidation » le revenu généré par des activités cédées entre la date tombant un an avant la sortie du périmètre de consolidation des activités en question jusqu’à la fin de l’exercice n-1.

En revanche, quand le Groupe analyse et compare des périodes qui ne sont pas des exercices comptables (par exemple des semestres), l’impact des changements de périmètre de consolidation est déterminé comme suit :

- pour ce qui est (i) des acquisitions réalisées pendant l’exercice comptable n-1 mais après la fin de la période n-1 et (ii) des acquisitions réalisées pendant l’exercice comptable n mais

avant le début de la période n, est considéré comme effet du « changement de périmètre de consolidation » le revenu généré par des activités acquises pendant la période n ; et

- pour ce qui est (i) des cessions réalisées pendant l’exercice comptable n-1 mais après la fin de la période n-1 et (ii) les cessions réalisées pendant l’exercice comptable n mais avant le début de la période n, est considéré comme effet du « changement de périmètre de consolidation » le revenu généré par des activités cédées pendant la période n-1
- (ii) L’effet de la variation des taux de change tel que décrit ci-après :

L’effet de la variation des taux de change sur la croissance du chiffre d’affaires du Groupe est la différence entre (i) le chiffre d’affaires constaté pour la période n et (ii) le chiffre d’affaires constaté pour la période n calculé aux taux de change applicables pour la période n-1. Les taux de change applicables pour une période sont calculés selon la moyenne des taux quotidiens pour cette période.

1.4.2 Evolution du chiffre d’affaires du Groupe

Le chiffre d’affaires consolidé du Groupe s’élève à 3 339 millions d’euros pour le 1^{er} semestre 2017-2018. La progression de 3,9% par rapport à l’exercice précédent s’explique par la croissance organique de 2,9% sur la période et par les effets positifs de la croissance externe pour 3,5% et négatif des variations des taux de change pour 2,5%. Les acquisitions récentes du Groupe aux Etats-Unis (CBM Managed Services) et au Mexique (LA TABA) ont été consolidées pour la première fois pendant le 1^{er} semestre 2017-2018 à partir des dates indiquées ci-dessus.

Le tableau ci-dessous présente la répartition du chiffre d'affaires consolidé par activité ainsi que la répartition de la progression du chiffre d'affaires entre croissance organique, changements du périmètre de consolidation

et impact de la variation des cours de change pour chaque activité et par segment opérationnel principal, séparément et pour l'ensemble du Groupe.

(en millions d'euros)	6 mois 2017-2018	6 mois 2016-2017	Croissance organique	Variation de périmètre	Ecart de change	Variation totale
France	1 160,2	1 149,1	1,0%	0,0%	0,0%	1,0%
International	1 391,5	1 284,0	4,6%	8,7%	(4,9)%	8,4%
Restauration collective et services	2 551,6	2 433,1	2,9%	4,6%	(2,6)%	4,9%
France	298,6	306,1	(2,4)%	0,0%	0,0%	(2,4)%
International	489,2	473,8	6,4%	0,2%	(3,4)%	3,2%
Restauration de concession	787,8	780,0	2,9%	0,2%	(2,1)%	1,0%
TOTAL GROUPE	3 339,4	3 213,0	2,9%	3,5%	(2,5)%	3,9%

La progression de 3,9% par rapport à l'exercice précédent s'explique par la croissance organique de 2,9% sur la période et par les effets positifs de la croissance externe pour 3,5% et négatifs des variations de taux de change

pour 2,5%. La part du chiffre d'affaires réalisé à l'international atteint 56% au 1^{er} semestre 2017-2018, contre 55% pour la même période de 2016-2017.

Le tableau ci-après présente, pour les six principaux marchés du Groupe, la répartition du chiffre d'affaires consolidé, ainsi que les taux de croissance constatés au cours de la période.

(en millions d'euros)	6 mois 2017-2018	6 mois 2016-2017	Croissance organique	Variations de périmètre	Ecarts de change	Variation totale
Entreprises	1 131,6	1 030,7	3,0%	8,4%	(1,7)%	9,8%
Enseignement	827,3	806,0	3,0%	3,0%	(3,4)%	2,6%
Santé	592,7	596,4	2,5%	0,0%	(3,1)%	(0,6)%
Restauration collective et services	2 551,6	2 433,1	2,9%	4,6%	(2,6)%	4,9%
Autoroutes	238,1	242,2	0,1%	0,0%	(1,8)%	(1,7)%
Aéroports	360,2	341,7	8,5%	0,3%	(3,4)%	5,4%
Ville et loisirs	189,5	196,0	(3,1)%	0,0%	(0,2)%	(3,3)%
Restauration de concession	787,8	780,0	2,9%	0,2%	(2,1)%	1,0%
TOTAL GROUPE	3 339,4	3 213,0	2,9%	3,5%	(2,5)%	3,9%

1.4.3 Restauration collective et services

Le chiffre d'affaires des activités de restauration collective et services progresse de 119 millions d'euros, soit +4,9% par rapport au 1^{er} semestre 2016-2017, pour s'élever à 2 552 millions d'euros au 1^{er} semestre 2017-2018. Il représente 76% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

La croissance organique est de 2,9%, reflétant notamment la décélération attendue au 2^{ème} trimestre en raison d'un effet calendaire défavorable et de l'impact des conditions climatiques difficiles en Europe et aux Etats Unis.

L'effet de l'évolution des taux de change est négatif de 2,6%.

A l'international, le chiffre d'affaires progresse de 8,4% pour s'établir à 1 391 millions d'euros. La croissance organique au cours de la période est de 4,6%. Les acquisitions génèrent une croissance supplémentaire de 8,7% tandis que l'évolution des taux de change entraîne un recul de 4,9% du chiffre d'affaires.

- Aux Etats-Unis, la croissance organique dépasse 10%, bien qu'affectée par des conditions

météorologiques difficiles au 2^{ème} trimestre, bénéficie du démarrage de nouveaux contrats sur tous les marchés.

- Au Royaume-Uni, la croissance organique reste également soutenue grâce au démarrage de nouveaux contrats et à la bonne performance des sites existants.
- En Espagne, le chiffre d'affaires reste stable malgré un effet calendaire défavorable au 2^{ème} trimestre et une plus grande sélectivité dans le développement commercial.
- En Italie, le chiffre d'affaires recule sous l'effet combiné de l'arrêt de certains contrats, de mauvaises conditions climatiques et d'un effet calendaire défavorable.

En France, le chiffre d'affaires s'élève à 1 160 millions d'euros. La croissance organique est de 1,0%.

- Le chiffre d'affaires du marché entreprises est stable. Le niveau de développement soutenu de l'exercice précédent et la hausse du ticket moyen compensent l'effet calendaire négatif et
- les conséquences négatives des conditions climatiques au 2^{ème} trimestre.

- Dans l'enseignement, le chiffre d'affaires progresse en raison d'un effet calendaire globalement favorable sur le semestre.
- Sur le marché de la santé, le chiffre d'affaires recule, principalement en raison du non-renouvellement de certains contrats.

1.4.4 Restauration de concession

Le chiffre d'affaires de l'activité restauration de concession progresse de 8 millions d'euros au cours du 1^{er} semestre 2017-2018. Il s'élève à 788 millions d'euros. Il représente 24% du chiffre d'affaires consolidé du Groupe sur la période.

La croissance organique est de 2,9%. Les variations de périmètre entraînent une hausse de 0,2% du chiffre d'affaires. Les variations des taux de change, notamment du peso mexicain et du dollar américain, ont un impact négatif de 2,1% au cours de la période.

A l'international, la croissance de 3,2% porte le chiffre d'affaires à 489 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2017-2018. La croissance organique est bonne, à 6,4%. Les variations de change entraînent une baisse de 3,4% du chiffre d'affaires.

- Le marché autoroutes bénéficie de la hausse du trafic au Portugal et du positionnement en mars de la semaine sainte dans la péninsule ibérique.
- Le marché aéroports bénéficie de tendances positives d'évolution du trafic, notamment en Espagne, au Portugal et en Italie, ainsi que de

l'ouverture de nouveaux points de vente au Portugal, aux Etats-Unis (LAX), au Mexique et du démarrage des opérations à l'aéroport de Bogota(Colombie).

En France, le chiffre d'affaires recule de 2,4% par rapport au 1^{er} semestre 2016-2017 pour s'établir à 299 millions d'euros.

- Le marché autoroutes bénéficie de bons trafics mais continue d'être affecté par l'arrêt de certains contrats.
- Le chiffre d'affaire du marché aéroports progresse légèrement sur la période, reflétant la poursuite des bonnes tendances de trafic aérien, notamment en province, et l'ouverture de nouveaux points de vente, qui compensent la perte du contrat de Nice.
- Le marché gares, ville et loisirs recule en raison de la saisonnalité de grands salons biennaux, de l'arrêt des contrats avec les parcs d'exposition du Bourget et de Villepinte, et de l'impact de travaux dans les grandes gares parisiennes.

1.5 ACHATS CONSOMMES

Ce poste a augmenté de 64,1 millions d'euros, soit de 6,4%, passant de 996,9 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017 à 1 061,0 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2018.

Le tableau ci-dessous présente la valeur des achats consommés par activité pour les périodes indiquées ci-après ainsi qu'en pourcentage du chiffre d'affaires de chaque activité.

(en millions d'euros et % de CA)	Semestre clos le 31 mars			
	2018		2017	
Achats consommés				
Restauration collective et services	(815,5)	32,0%	(780,3)	32,1%
Restauration de concession	(244,8)	31,1%	(227,5)	29,2%
Corporate	(0,7)	-	10,9	-
Total	(1 061,0)	31,8%	(996,9)	31,0%

1.5.1 Restauration collective et services

Les achats consommés de l'activité restauration collective et services ont augmenté de 35,2 millions d'euros, soit 4,5%, passant de 780,3 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2017 à 815,5 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2018. Cette augmentation est principalement expliquée par l'impact des acquisitions opérées par Elior North America au cours de l'exercice précédent et sur le premier semestre de l'exercice en cours (avec l'acquisition de Corporate Chefs, Lancer, Design Cuisine et CBM Managed Services).

Le poste achats consommés est resté stable sur la période en termes de pourcentage du chiffre d'affaires, passant de 32,1% pour le semestre clos le 31 mars 2017 à 32,0% pour le semestre clos le 31 mars 2018.

1.6 CHARGES DE PERSONNEL

Ce poste a augmenté de 79,8 millions d'euros, soit de 5,6%, passant de 1 417,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017 à 1 497,1 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2018. En pourcentage du chiffre d'affaires, ce poste a augmenté de 44,1% à 44,8%.

Le tableau ci-dessous présente la valeur des charges de personnel par activité pour les périodes indiquées ci-après ainsi qu'en pourcentage du chiffre d'affaires de chaque activité.

(en millions d'euros et % de CA)	Semestre clos le 31 mars			
	2018		2017	
Charges de personnel				
Restauration collective et services	(1 217,3)	47,7%	(1 126,8)	46,3%
Restauration de concession	(271,3)	34,4%	(260,8)	33,4%
Corporate ⁽¹⁾	(8,4)	-	(29,7)	-
Total	(1 497,1)	44,8%	(1 417,3)	44,1%

⁽¹⁾ Représente les charges de personnel liées au Corporate (y compris la direction informatique Groupe) facturées aux entités opérationnelles au titre de la direction et des services communs. Les factures correspondantes ne présentant pas une répartition par nature des charges facturées, elles ne peuvent pas être allouées aux charges par nature des segments opérationnels du Groupe. En conséquence, elles sont constatées comme une réduction du poste « Autres frais opérationnels » pour le segment Corporate.

1.6.1 Restauration collective et services

Les charges de personnel de l'activité restauration collective et services ont augmenté de 90,5 millions d'euros, soit 8,0%, passant de 1 126,8 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017 à 1 217,3 millions d'euros lors du semestre clos le 31 mars 2018. Cette augmentation résulte principalement de l'effet des acquisitions opérées par Elior North America au cours de l'exercice précédent et sur le premier semestre de l'exercice en cours (avec l'acquisition de Corporate Chefs, Lancer, Design Cuisine et CBM Managed Services). D'autre part, Elior UK et Elior Italie ont présenté une hausse significative des charges de personnel sur l'exercice.

1.5.2 Restauration de concession

Les achats consommés de l'activité restauration de concession ont augmenté de 17,3 millions d'euros, soit 7,6% passant de 227,5 millions d'euros lors du semestre clos le 31 mars 2017 à 244,8 millions d'euros lors du semestre clos le 31 mars 2018.

En terme de ratio, les achats consommés ont augmenté passant de 29,2% à 31,1% du chiffre d'affaires. Le ratio s'est légèrement amélioré à l'international, principalement en Espagne, au Portugal et en Allemagne tandis qu'il a augmenté pour l'ensemble des activités en France.

1.6.2 Restauration de concession

Les charges de personnel de l'activité restauration de concession ont augmenté de 10,5 millions d'euros, soit 4,0%, passant de 260,8 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2017 à 271,3 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2018. Cette augmentation est principalement expliquée par l'impact de transfert de structures sièges depuis le Corporate vers la concession France. Les charges de

personnel restent stables pour l'activité de concession à l'international.

Exprimées en pourcentage du chiffre d'affaires, les charges de personnel pour ce segment ont augmenté, passant de 33,4% lors du semestre clos le 31 mars 2017 à 34,4% lors du semestre clos le 31 mars 2018. Cette augmentation est principalement liée à l'effet mentionné ci-dessus.

1.6.3 Charges de personnel relatives aux plans de rémunération en actions

Les charges de personnel incluent des charges au titre des plans de rémunération à long terme en actions concernant les filiales françaises et étrangères du Groupe pour un montant de 5,3

millions d'euros à comparer à un montant de 5,7 millions d'euros pour le semestre comparable de l'exercice précédent.

1.7 AUTRES FRAIS OPERATIONNELS

Les autres frais opérationnels ont augmenté de 5,2 millions d'euros, soit 1,0%, passant de 500,0 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2017 à 505,2 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2018.

Le tableau suivant présente les autres frais opérationnels pour les périodes indiquées, également exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires pour chaque segment.

(en millions d'euros et % de CA)	Semestre clos le 31 mars			
	2018		2017	
Autres frais opérationnels				
Restauration collective et services	(290,2)	11,4%	(277,7)	11,4%
Concession catering	(224,3)	28,5%	(239,7)	30,7%
Corporate (1)	9,3	-	17,4	-
Total	(505,2)	15,1%	(500,0)	15,6%

⁽¹⁾ Représente la part du chiffre d'affaires facturée aux entités opérationnelles par le Corporate (y compris la direction informatique du Groupe) au titre de la direction et des services communs. Les factures correspondantes ne présentant pas une répartition par nature des charges facturées, elles ne peuvent pas être allouées aux charges par nature des segments opérationnels du Groupe. En conséquence, elles sont constatées comme une réduction du poste « Autres frais opérationnels » pour le Corporate et représentent principalement des charges de personnels.

1.7.1 Restauration collective et services

Les autres frais opérationnels de l'activité restauration collective et services ont augmenté de 12,5 millions d'euros passant de 277,7 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017 à 290,2 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2018. Cette augmentation résulte principalement de l'effet des acquisitions opérées par Elior North America (avec Corporate Chefs, Lancer, Design Cuisine et CBM Managed Services).

En termes de pourcentage de chiffre d'affaires, les autres frais opérationnels de l'activité restauration collective et services sont restés stables à 11,4%.

1.7.2 Restauration de concession

Les autres frais opérationnels de l'activité restauration de concession ont diminué de 15,4 millions d'euros, soit 6,4%, passant de 239,7 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017 à 224,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2018. Cette diminution est attribuée à l'ensemble des activités de concession en France.

En pourcentage du chiffre d'affaires, les autres frais opérationnels ont diminué - passant de 30,7% à 28,5% d'un exercice sur l'autre. Ceci est dû aux améliorations du ratio dans les activités françaises de concession ainsi qu'en Allemagne.

1.8 IMPOTS ET TAXES

Le poste impôts et taxes a augmenté de 1,8 million d'euros, soit 4,1%, passant de 44,2 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017 à 46,0 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2018.

Le tableau suivant présente les impôts et taxes pour chaque segment pour les périodes indiquées, également exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires.

(en millions d'euros et % de CA)	Semestre clos le 31 mars			
	2018		2017	
Impôts et taxes				
Restauration collective et services	(36,7)	1,4%	(33,4)	1,4%
Restauration de concession	(8,5)	1,1%	(9,4)	1,2%
Corporate	(0,7)	-	(1,4)	-
Total	(46,0)	1,4%	(44,2)	1,4%

1.8.1 Restauration collective et services

Les impôts et taxes opérationnels de l'activité restauration collective et services ont augmenté de 3,3 millions d'euros, soit 9,9%, passant de 33,4 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017 à 36,7 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2018. Cette hausse est observée principalement sur les activités opérées aux Etats-Unis, dont les acquisitions des sociétés Corporate Chefs, Lancer, Design Cuisine et CBM Managed Services ont contribué à plus de 90% de cette augmentation. En termes de pourcentage du chiffre d'affaires, les impôts et taxes sont restés stables à 1,4% au terme des semestres clos le 31 mars 2017 et 2018.

1.8.2 Restauration de concession

Les impôts et taxes opérationnels pour l'activité restauration de concession ont légèrement diminué de 0,9 million d'euros, soit 9,6%, passant de 9,4 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017 à 8,5 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2018. La majorité de cet impact est attribuable aux opérations en France tandis que les activités à l'international restent stables par rapport à l'exercice précédent. En termes de pourcentage du chiffre d'affaires, les impôts et taxes ont légèrement diminué passant de 1,2% pour les six mois clos au 31 mars 2017 à 1,1% pour les six mois clos le 31 mars 2018. Cette légère baisse a été observé à la fois en France qu'à l'international.

1.9 EBITDA

L'EBITDA comptable présenté dans les états financiers s'établit à 225,5 millions d'euros. Retraité des charges de personnel relatives aux plans de rémunération en actions de 5,3 millions d'euros,

l'EBITDA retraité s'élève à 230,8 millions d'euros et constitue la mesure de la performance opérationnelle suivie par le Groupe. Son évolution est commentée ci-dessous.

Le tableau suivant présente l'EBITDA retraité par segment pour les périodes indiquées, également exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires pour chaque segment.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars		Variation EBITDA	Marge	
	2018	2017		2018	2017
Restauration collective et services					
France	98,5	113,0	(14,5)	8,5%	9,8%
International	93,2	101,8	(8,6)	6,7%	7,9%
Total restauration collective et services	191,7	214,7	(23,0)	7,5%	8,8%
Restauration de concession					
France	13,3	17,4	(4,1)	4,5%	5,7%
International	26,4	25,8	0,6	5,4%	5,4%
Total restauration de concession	39,7	43,3	(3,6)	5,0%	5,5%
Corporate	(0,6)	(2,8)	2,2		
TOTAL GROUPE	230,8	255,2	(24,4)	6,9%	7,9%

L'EBITDA retraité consolidé du Groupe a reculé de 9,6% par rapport au 1^{er} semestre 2016-2017 pour atteindre 231 millions d'euros, soit une marge de 6,9% du chiffre d'affaires, contre 7,9% par rapport à la même période de 2016-2017. L'évolution des taux de change a un impact négatif d'environ 6 millions d'euros.

1.9.1 Restauration collective et services

L'EBITDA retraité de l'activité restauration collective et services s'élève à 192 millions d'euros (contre 215 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016-2017), soit une marge de 7,5% du chiffre d'affaires, en recul de 130 points de base.

- **A l'international**, il recule de 9 millions d'euros et s'élève à 93 millions d'euros, soit une marge de 6,7% du chiffre d'affaires, contre 7,9% au 1^{er} semestre 2016-2017. L'évolution des taux de change, les mauvaises conditions climatiques et l'effet calendaire défavorable ont pesé sur la rentabilité des activités au cours du semestre.
- **En France**, il s'établit à 98 millions d'euros, soit une marge de 8,5% du chiffre d'affaires, contre 9,8% au 1^{er} semestre 2016-2017, sous l'effet combiné de la baisse du taux du CICE, d'un

niveau élevé de renouvellements de contrats et d'ouvertures de nouveaux restaurants, de l'augmentation des frais de structure et des intempéries de février et mars.

1.9.2 Restauration de concession

L'EBITDA retraité de l'activité restauration de concession s'élève à 40 millions d'euros (contre 43 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016-2017), soit une marge de 5,0% du chiffre d'affaires, contre 5,5% au 1^{er} semestre 2016-2017.

- **A l'international**, il progresse très légèrement par rapport au 1^{er} semestre 2016-2017, à 26 millions d'euros malgré l'impact défavorable des variations de change sur la période. Le taux de marge est stable par rapport à la même période de

2016-2017, à 5,4%. La progression du chiffre d'affaires sur sites existants en Espagne, au Portugal et en Amérique latine compense les coûts de démarrage de certains contrats dans les aéroports aux Etats-Unis et en Colombie.

- **En France**, il s'élève à 13 millions d'euros (contre 17 millions d'euros au 1^{er} semestre 2016-2017). L'amélioration de la rentabilité dans les loisirs et les aéroports est largement compensée par les coûts de

démarrage de contrats dans les gares, la moindre activité dans le secteur des parcs expositions et le poids des travaux effectués sur les aires d'autoroutes.

1.10 AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS OPERATIONNELS COURANTS

Les amortissements et provisions opérationnels courants ont augmenté de 13,1 millions d'euros passant de 89,2 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017 à 102,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2018.

Le tableau suivant présente les amortissements et provisions opérationnels courants par segment pour les périodes indiquées, également exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires.

(en millions d'euros et % de CA)	Semestre clos le 31 mars			
	2018		2017	
Amortissements et provisions opérationnels courants				
Restauration collective et services	(54,4)	2,1%	(46,5)	1,9%
Restauration de concession	(43,5)	5,5%	(39,2)	5,0%
Corporate	(4,4)	-	(3,5)	-
Total	(102,3)	3,1%	(89,2)	2,8%

1.10.1 Restauration collective et services

Les amortissements et provisions opérationnels courants de l'activité restauration collective et services ont augmenté de 7,9 millions d'euros, soit 17,0%, passant de 46,5 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017 à 54,4 millions d'euros pour le semestre clos le 31

mars 2018. Cette augmentation est observée sur les activités opérées à l'international pour 53% de la hausse avec l'impact des acquisitions aux Etats-Unis, et sur la France en raison d'un niveau élevé d'investissements.

1.10.2 Restauration de concession

Les amortissements et provisions opérationnels courants de l'activité restauration de concession ont augmenté de 4,3 millions d'euros, soit 11,0%, passant de 39,2 millions

d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017 à 43,5 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2018.

1.11 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe ont représenté une charge nette de 14 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2018. Ils comprennent principalement (i) des coûts de réorganisation et sorties de contrats innovants encourus en France et à l'international pour un montant de 12,5 millions d'euros, et (ii) des coûts d'acquisition de participations, essentiellement aux Etats-Unis, pour un montant de 1,5 million d'euros.

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe ont représenté une charge nette de 12,2 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017. Ils comprennent principalement (i) des coûts de réorganisation et de sortie de sites et contrats encourus en France et à l'international en relation notamment avec le déploiement du plan Tsubaki 2020 pour un montant total de 9,2 millions d'euros, (ii) des coûts d'acquisition et de

participations pour un montant de 1,8 million d'euros, (iii) des coûts encourus à l'occasion du 25^e anniversaire du Groupe et pour le sponsoring de la

candidature de Paris à l'organisation des JO 2024 pour un montant total de 2,6 millions d'euros.

1.12 CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS NETS

Les charges financières ont augmenté de 7,9 millions d'euros, soit 31,3%, passant de 25,2 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017 à 33,1 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2018. Cette hausse est principalement liée aux dépréciations de certaines lignes de titres de participations non-consolidées détenues dans des entreprises innovantes dont les activités sont en lien ou complémentaires à celles du Groupe afin de refléter

leurs perspectives de développement et de rentabilité future.

Elle concerne également une très légère augmentation des charges d'intérêts financiers essentiellement sur la part non couverte de la dette en dollars américain.

1.13 IMPOTS SUR LES RESULTATS

La charge d'impôts du Groupe a diminué de 24,5 millions d'euros, soit 50,2%, passant de 48,8 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017 à 24,3 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2018, soit un taux effectif d'impôt de 19% ou 36% y inclus l'impact de la CVAE. Cette diminution de la charge d'impôts est principalement expliquée par (i) l'absence d'impact négatif sur l'exercice en cours de la dépréciation partielle pratiquée en 2017 au titre des impôts différés actifs à long terme pour les ramener au nouveau taux de 28,92%, et (ii) par l'impact positif sur l'exercice 2018 de la réforme

fiscale américaine effective à partir du 1^{er} janvier 2018 qui a pour conséquence la comptabilisation d'un produit net non récurrent d'impôt différé d'un montant de 12 millions d'euros en base annuelle. En plus de ces impacts, la diminution de la charge d'impôts par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent reflète l'effet combiné (i) d'un niveau de résultat avant impôt moins important sur le semestre clos le 31 mars 2018 par rapport au semestre clos le 31 mars 2017, et (ii) d'une légère baisse du taux effectif d'impôt pour certains pays Européens, notamment l'Italie et le Royaume-Uni.

1.14 RESULTAT DES ACTIVITES ABANDONNES

Au 31 mars 2018, le résultat net des activités abandonnées concerne essentiellement des activités non stratégiques opérées par Areas Europe du Nord. Il inclut le résultat net d'impôts de la période jusqu'à leur date de cession, ainsi que le résultat de la cession. Pour l'exercice en cours, ces activités ont réalisé un chiffre d'affaires de 7,2 millions d'euros et une perte nette de 0,8 million d'euros.

non stratégiques opérées par Areas Europe du Nord. Il inclut le résultat net d'impôt de la période jusqu'à leur date de cession, ainsi que le résultat de la cession. Pour l'exercice en cours, ces activités ont réalisé un chiffre d'affaires de 23,4 millions d'euros et une perte nette de 0,9 million d'euros, incluant la plus-value liée au transfert au Groupe Ducasse de 60% des activités opérées dans les Musées intervenue au 31 mars 2017 pour un montant de 2,4 millions d'euros.

Au 31 mars 2017, le résultat net des activités abandonnées concerne essentiellement des activités

1.15 RESULTAT NET PART DU GROUPE ET BENEFICE NET PAR ACTION

En raison des facteurs décrits ci-dessus et notamment en raison de la baisse de la rentabilité d'exploitation, de l'augmentation des charges d'amortissements, de charges financières et de réorganisation opérationnelle non récurrentes plus importantes, partiellement compensées par une diminution de la charge d'impôts, le Groupe a terminé le semestre clos le 31 mars 2018 avec un résultat net part du Groupe de 37,0 millions d'euros, à comparer au bénéfice net part du Groupe de 58,3

millions d'euros enregistré pour le semestre clos le 31 mars 2017.

Le bénéfice net par action calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions Elixir Group en circulation à la fin du semestre clos le 31 mars 2018 s'élève à 0,21 euro, à comparer à 0,34 euro enregistré lors du premier semestre de l'exercice précédent soit une diminution de 38%.

1.16 RESULTAT NET PART DU GROUPE AJUSTE

Le résultat net ajusté, qui correspond au résultat net part du Groupe retraité des "autres produits et charges opérationnels non courants" nets de l'effet d'impôt calculé au taux normatif Groupe de 34% et des dotations aux amortissements relatifs aux actifs incorporels reconnus en consolidation au titre des

acquisitions (notamment les relations clients), s'élève à 56,5 millions d'euros, soit un montant de 0,33 euro par action, en décroissance de 26,7% sur celui du semestre clos le 31 mars 2017 soit 0,45 euros.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2018	2017
Résultat net part du Groupe	37,0	58,3
<u>Retraitements</u>		
Autres produits et charges opérationnels non courants (1)	14,0	12,2
Dotations aux amortissements relatifs aux actifs incorporels reconnus en consolidation	10,2	11,1
Effet d'impôt sur (1) calculé au taux normatif de 34%	(4,8)	(4,2)
Résultat net part du Groupe ajusté	56,5	77,5
Résultat net part du Groupe par action ajusté en €	0,33	0,45

2 FLUX DE TRESORERIE DU GROUPE POUR LES SEMESTRES CLOS LES 31 MARS 2018 ET 31 MARS 2017

Le tableau ci-dessous résume les flux de trésorerie du Groupe pour les semestres clos le 31 mars 2017 et 2018.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2018	2017
Flux de trésorerie liés à l'activité	60,6	43,5
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissements	(223,9)	(178,3)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	206,8	136,5
Incidence de la variation des taux de change et autres variations	2,8	1,1
Variation de trésorerie nette	46,3	2,8

2.1 FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE

Le tableau suivant présente les éléments des flux de trésorerie du Groupe résultant de l'activité au titre des semestres clos les 31 mars 2017 et 31 mars 2018.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2018	2017
EBITDA comptable	225,5	249,5
Variation des besoins en fonds de roulement opérationnels nets	(118,6)	(154,4)
Intérêts et charges financières versés	(24,2)	(25,9)
Impôts versés	(0,1)	(8,9)
Autres flux de trésorerie (y compris dividendes reçus d'entreprises associées)	(22,0)	(16,8)
Flux de trésorerie liés à l'activité	60,6	43,5

Les encaissements de trésorerie liés à l'activité s'élèvent à 60,6 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2018 alors que pour le semestre clos le 31 mars 2017, les encaissements se sont élevés à 43,5 millions d'euros.

Variation des besoins en fonds de roulement

Les variations des besoins en fonds de roulement a conduit à des décaissements nets de trésorerie au cours du semestre clos le 31 mars 2018 (pour un montant de 118,6 millions d'euros) en diminution par rapport à ceux de la même période de l'exercice précédent où ils s'étaient élevés à 154,4 millions d'euros. Cette évolution est conforme à la saisonnalité du BFR du Groupe avec toutefois une amélioration significative par rapport au semestre clos le 31 mars 2017 qui avait été pénalisé en restauration collective en France par des changements intervenus dans les processus de paiement des administrations françaises.

Intérêts et charges financières versés

Pour le semestre clos le 31 mars 2018, les intérêts et charges financières versés sont légèrement inférieurs au montant versé lors du semestre clos le 31 mars 2017 malgré la hausse de l'endettement consolidé moyen et de coûts d'intérêts financiers légèrement plus importants en dollars américains. Ceci s'explique par une sortie de trésorerie relative au débouclage de couvertures de taux d'intérêts lors du semestre clos le 31 mars 2017.

Impôts versés

Les impôts versés comprennent l'impôt sur les sociétés payé dans toutes les zones géographiques dans lesquelles le Groupe opère. Ils comprennent également la taxe italienne IRAP (*Imposta Regionale Sulle Attività Produttive*) et la taxe française CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises).

Le montant des impôts décaissés au titre du semestre clos le 31 mars 2018 est de 0,1 million d'euros contre 8,9 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2017. Cette diminution est essentiellement liée aux remboursements encaissés sur le premier semestre de l'exercice 2018 pour des paiements excédentaires d'impôts intervenus en France lors de l'exercice précédent.

Autres flux de trésorerie

Les autres flux de trésorerie comprennent principalement des encaissements et décaissements de trésorerie relatifs (i) aux revenus et dépenses non récurrents figurant sous l'intitulé "Autres produits et charges opérationnels non courants" dans le compte de résultat consolidé du Groupe et (ii) aux paiements effectués en relation avec les ajustements liés à l'affectation du prix d'acquisition, relatifs aux acquisitions comptabilisées conformément aux normes IFRS.

Les décaissements nets de trésorerie se sont élevés à 16,8 millions d'euros et 22,0 millions d'euros pour les semestres clos respectivement aux 31 mars 2017 et 31 mars 2018. Pour le semestre clos le 31 mars 2018 ces décaissements nets de trésorerie ont principalement consisté en (i) des coûts de restructuration pour un montant total de 17,8 millions d'euros encourus principalement par Elior en France, Serunion en Espagne, par Elior UK et par Areas en Espagne, et (ii) des coûts d'acquisition de titres consolidés pour un montant de 1,4 million d'euros.

2.2 FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT

Le tableau suivant présente les éléments des flux de trésorerie du Groupe liés aux opérations d'investissement pour les semestres clos les 31 mars 2017 et 31 mars 2018.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2018	2017
Acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(149,5)	(134,5)
Acquisitions et cessions d'immobilisations financières	(7,4)	(18,7)
Acquisitions et cessions de sociétés consolidées	(67,0)	(25,1)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(223,9)	(178,3)

Les flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement s'élevaient à 178,3 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2017 et à 223,9 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2018.

Dépenses d'investissements (Investissements opérationnels nets)

Les flux de trésorerie consolidés affectés aux dépenses d'investissement en immobilisations corporelles et incorporelles (net des produits des ventes) sont en augmentation et représentaient 134,5 millions d'euros et 149,5 millions d'euros au cours des semestres clos respectivement aux 31 mars 2017 et 31 mars 2018.

Au titre de l'activité restauration collective et services, les dépenses d'investissement représentaient 73,4 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2017 et 87,9 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2018, soit respectivement 3,0% et 3,4% du chiffre d'affaires de cette activité sur les deux semestres. Cette hausse traduit des dépenses engagées plus importantes en France (notamment en équipements et logiciels informatiques), ainsi qu'aux Etats-Unis et en Inde.

Les dépenses d'investissement au titre de l'activité restauration de concession s'élevaient à 46,1 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017 et 53,9 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2018, soit respectivement 5,9% et 6,8% du chiffre d'affaires généré par le segment restauration de concession. Ces chiffres traduisent un engagement important de dépenses au titre des programmes d'investissements sur les autoroutes et gares en France et en aéroports en Amérique Latine avec l'ouverture d'une nouvelle activité à l'aéroport de Bogota en Colombie.

Les dépenses d'investissement au titre du Corporate se sont élevées à 15,0 millions d'euros et 7,6 millions d'euros au cours des semestres clos respectivement les 31 mars 2017 et 31 mars 2018 et consistaient principalement en investissements en logiciels et matériels informatiques et en développements technologiques.

Acquisitions et cessions d'immobilisations financières

Les décaissements nets de trésorerie consolidés au titre des acquisitions et cessions d'immobilisations financières ont représenté un montant de 7,4 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2018 et concerne principalement des dépôts de garantie versés aux concédants par Areas en Espagne et aux Mexique lors du démarrage de nouveaux contrats de concessions.

Les décaissements nets de trésorerie consolidés au titre des acquisitions et cessions d'immobilisations financières ont représenté un montant de 18,7 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2017. Il s'agit essentiellement des prises de participations minoritaires au capital de jeunes sociétés innovantes intervenant dans des activités connexes ou complémentaires de celles d'Elior.

Acquisitions et cessions de sociétés consolidées

Les flux de trésorerie consolidée liés aux acquisitions au titre du semestre clos le 31 mars 2018 se sont élevés à 67,0 millions d'euros et concernent principalement les acquisitions des sociétés CBM Managed Services aux Etats-Unis et les activités aéroportuaires de LA TABA aux Mexique.

Les flux de trésorerie consolidée liés aux acquisitions au titre du semestre clos le 31 mars 2017 se sont élevés à 25,1 millions d'euros et concernent

essentiellement les acquisitions des sociétés Corporate Chefs et Abigail Kirsch aux Etats-Unis,

Hostesa en Espagne et Hospes en Italie.

2.3 FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT

Le tableau suivant présente les éléments des flux de trésorerie du Groupe liés aux opérations de financement pour les semestres clos les 31 mars 2017 et 31 mars 2018.

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2018	2017
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-
Mouvements sur capitaux propres de la mère	-	0,6
Acquisitions et cessions d'actions propres	(0,7)	0,6
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(1,7)	(1,8)
Emissions d'emprunts	250,8	149,2
Remboursements d'emprunts	(41,6)	(12,1)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	206,8	136,5

La trésorerie nette provenant des opérations de financement représentait une entrée nette de 206,8 millions d'euros au cours du semestre clos le 31 mars 2018 à comparer à une entrée nette de 136,5 millions d'euros au titre du semestre clos le 31 mars 2017.

Mouvements sur capitaux propres de la mère

Aucun mouvement sur les capitaux de la mère du Groupe n'est intervenu au cours des semestres clos le 31 mars 2018. Au 31 mars 2017, les entrées de trésorerie étaient relatives à l'exercice des plans d'options de souscription d'actions au titre des plans 2011 et 2012.

Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle

Ce poste représentait un décaissement net de 1,8 million d'euros et de 1,7 million d'euros pour les semestres clos respectivement aux 31 mars 2017 et 31 mars 2018.

Émissions d'emprunts

La trésorerie consolidée générée par les émissions d'emprunts représentait 149,2 millions d'euros et 250,8 millions d'euros au cours des semestres clos respectivement aux 31 mars 2017 et 31 mars 2018.

Pour le semestre clos le 31 mars 2018, la trésorerie générée par les émissions d'emprunts correspond principalement (i) à la variation de l'encours de créances du nouveau programme de titrisation pour un montant de 39,0 millions d'euros, (ii) aux tirages sur les lignes de revolving en euros et en dollars à hauteur de 207,0 millions d'euros, et (iii) de l'endettement lié aux

opérations de location-financement pour 4,0 millions d'euros.

Pour le semestre clos le 31 mars 2017, la trésorerie générée par les émissions d'emprunts correspond principalement (i) à la variation de l'encours de créances titrisées pour un montant de 54,0 millions d'euros, (ii) au tirage sur la ligne revolving en euros à hauteur de 80,0 millions d'euros et (iii) à l'endettement lié aux opérations de location-financement pour 9,5 millions d'euros.

Remboursements d'emprunts

Les remboursements d'emprunts ont conduit à des décaissements nets d'un montant de 12,1 millions d'euros et de 41,6 millions d'euros au cours des semestres clos respectivement aux 31 mars 2017 et 31 mars 2018.

Au cours du semestre clos le 31 mars 2018, les remboursements ont principalement concerné les lignes de revolving pour 34,7 millions d'euros.

Au cours du semestre clos le 31 mars 2017, les remboursements ont principalement concerné l'endettement lié aux opérations de location-financement pour 6,9 millions d'euros.

2.4 INCIDENCE DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE ET AUTRES VARIATIONS

Les variations des taux de changes et les autres variations concernent principalement l'augmentation

de capital souscrite par les minoritaires d'Elior North America pour un montant de 2,2 millions d'euros.

2017 dont l'impact est compensé par l'effet des variations de change sur la trésorerie consolidée.

Les variations des taux de change et les autres variations concernent essentiellement les activités abandonnées au cours du semestre clos le 31 mars

2.5 FREE CASH-FLOW

(en millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars	
	2018	2017
EBITDA retraité	230,8	255,2
Charges sur plans de rémunération en actions	(5,3)	(5,7)
EBITDA comptable	225,5	249,5
Acquisitions et cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	(149,6)	(134,5)
Variation des besoins en fonds de roulement	(118,6)	(154,4)
Autres flux opérationnels	(21,9)	(16,8)
Impôts versés	(0,1)	(8,9)
Free Cash-Flow	(64,7)	(65,1)

Le free cash-flow est stable par rapport au 1er semestre 2017 à (64,7) millions d'euros. Comme commenté ci-dessus, cette tendance reflète une baisse de l'EBITDA, d'une augmentation des coûts de réorganisation et des

dépenses d'investissement opérationnel partiellement compensées par une diminution des impôts versés et d'une amélioration dans la gestion du besoin en fonds de roulement.

3 BILAN CONSOLIDE DU GROUPE

(en millions d'euros)	Au 31 mars		(en millions d'euros)	Au 31 mars	
	2018	2017		2018	2017
Actifs non courants	4 072	3 877	Capitaux Propres	1 563	1 514
Actifs courants hors Trésorerie	1 152	1 358	Participations ne donnant pas le contrôle	58	50
Trésorerie	167	163	Passifs non courants	2 101	2 251
Total Actif	5 392	5 398	Passifs courants	1 669	1 583
			Total Passif	5 392	5 398
			Besoin en fonds de roulement opérationnels nets	(307)	(119)
			Endettement financier brut	1 936	2 019
			Endettement financier net SFA	1 783	1 862
			Ratio levier SFA (endettement financier net SFA / EBITDA retraité) (*)	3,48	3,38

(*) Proforma des acquisitions/cessions de sociétés consolidées intervenues au cours des 12 derniers mois

Au 31 mars 2018, les dettes financières brutes s'élèvent à 1 936 millions d'euros, un niveau inférieur à celui du 31 mars 2017 (2 019 millions d'euros) principalement en raison de la mise en place du nouveau contrat de titrisation de créances commerciales dont la majeure partie est désormais décomptabilisée du bilan. Elles comprennent essentiellement des facilités bancaires en euros dans le cadre du Senior Facilities Agreement « SFA » pour un total de 1 334 millions d'euros, ainsi qu'une dette en dollars américains pour 409 millions d'euros portées par Elior Group et Elior Participations. Le reste des dettes financières est composé des financements par la titrisation de créances commerciales des filiales françaises, espagnoles et anglaises pour un montant réduit à 123 millions d'euros au 31 mars 2018, et par les encours de crédit-bail et de location financière pour 40 millions d'euros.

Au 31 mars 2018, le taux moyen - y inclus la marge de crédit - sur les dettes financières portées par Elior au titre du SFA et de la titrisation, qui constituent la part la plus significative de l'endettement du Groupe est de 2,1% après prise en compte de l'effet des instruments de couvertures de taux (2,2% au 31 mars 2017).

La trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élèvent à 167 millions d'euros au 31 mars 2018. La trésorerie

présentée dans le tableau de flux de trésorerie, nette des découverts bancaires et des intérêts courus à court terme, s'élève au 126 millions d'euros.

Au 31 mars 2018, l'endettement net consolidé (selon la définition du SFA) atteint un montant de 1 783 millions d'euros. L'endettement au sens du SFA représentait 3,48 fois l'EBITDA retraité consolidé proforma des acquisitions par rapport à 3,38 fois au semestre clos précédent. Ce ratio d'endettement est marqué par la saisonnalité des activités d'Elior qui entraîne une forte dégradation temporaire du BFR au cours du premier semestre de chaque exercice.

4 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DU 31 MARS 2018

Accord d'amendement et d'extension du contrat de dette syndiquée

En date du 20 avril 2018, Elior Group a convenu avec ses banques d'une extension de l'échéance de remboursement pour la plus grande partie des montants empruntés au titre des lignes de dettes syndiquées en euros et en dollars telles que décrites au paragraphe 21.1 des comptes consolidés ci-après, à savoir :

- Les Term Loans pour un montant de 800 millions d'euros et la Revolving Credit Facility d'un montant initial de 300 millions d'euros et dont le plafond d'utilisation a été augmenté à 450 millions d'euros ont dorénavant une date d'échéance en mai 2023 ;
- Les Term Loans pour un montant de 344 millions de dollars US et la Revolving Credit Facility d'un montant de 250 millions de dollars US ont dorénavant une date d'échéance en mai 2023.

Mise en place du plan d'actionnariat salarié Future

En application de la 31^{ème} résolution de l'assemblée générale mixte du 9 mars 2018, Elior Group a lancé son premier plan d'actionnariat international réservé aux salariés du Groupe (Plan Future). Ce plan s'est traduit par la souscription de 1 059 846 actions nouvelles Elior Group correspondant à une augmentation de capital de 15 millions d'euros intervenue en avril 2018.

5 PRINCIPAUX FRANCHISSEMENTS DE SEUILS INTERVENUS LORS DU SEMESTRE CLOS LE 31 MARS 2018

- Crédit Agricole Corporate and Investment Bank et Crédit Agricole SA ont déclaré avoir franchi le 2 octobre 2017, à la baisse, les seuils statutaires de 1% et de 2% du capital et des droits de vote de la Société et qu'à cette date, elles ne détiennent plus d'actions ni de droits de vote de la Société ;
- AXA Investment Managers a déclaré avoir franchi le 5 octobre 2017, à la baisse, le seuil statutaire de 1% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 0,91% des actions et des droits de vote de la Société ;
- Amundi a déclaré avoir franchi le 9 octobre 2017, à la baisse, le seuil statutaire de 2% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 1,87% des actions et des droits de vote de la Société ;
- Wellington Management Group LLP a déclaré avoir franchi le 11 octobre 2017, à la hausse, le seuil statutaire de 1% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 1,58% des actions et des droits de vote de la Société ;
- Baring Asset Management Limited a déclaré avoir franchi le 18 octobre 2017, à la baisse, le seuil statutaire de 1% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 0,97% des actions et des droits de vote de la Société ;
- UBS Investment Bank a déclaré avoir franchi le 25 octobre 2017, à la hausse, le seuil statutaire de 1% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 1,01% des actions et des droits de vote de la Société ;
- UBS Investment Bank a déclaré avoir franchi le 25 octobre 2017, à la baisse, le seuil statutaire de 1% du capital et des droits de vote de la Société ;
- UBS Investment Bank a déclaré avoir franchi le 21 novembre 2017, à la baisse, le seuil statutaire de 1% du capital et des droits de vote de la Société ;
- BNP Paribas Asset Management Holding a déclaré avoir franchi le 28 novembre 2017, à la hausse, le seuil statutaire de 3% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 3,3% des actions et 2,92% des droits de vote de la Société ;
- UBS Investment Bank a déclaré avoir franchi le 28 novembre 2017, à la hausse, le seuil statutaire de 1% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 1,18% des actions et des droits de vote de la Société ;
- UBS Investment Bank a déclaré avoir franchi le 28 novembre 2017, à la baisse, le seuil statutaire de 1% du capital et des droits de vote de la Société ;
- Marshall Wace LLP a déclaré le 4 décembre 2017, détenir 0,96% des actions et des droits de vote de la Société ;
- Sycomore Asset Management a déclaré avoir franchi le 4 décembre 2017, à la hausse, le seuil statutaire de 1% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 1,05% des actions et des droits de vote de la Société ;
- Citigroup Inc a déclaré avoir franchi le 6 décembre 2017, à la hausse, le seuil statutaire de 3% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 3,99% des actions et des droits de vote de la Société ;
- MFS Investment Management a déclaré le 7 décembre 2017, détenir 1,93% des actions et des droits de vote de la Société ;
- BNP Paribas Asset Management Holding a déclaré avoir franchi le 14 décembre 2017, à la hausse, le seuil statutaire de 3% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 3,38% des actions et 3% des droits de vote de la Société ;
- MFS Investment Management a déclaré le 21 décembre 2017, détenir 0,76% des actions et des droits de vote de la Société ;
- Sycomore Asset Management a déclaré avoir franchi le 27 décembre 2017, à la hausse, le seuil statutaire de 2% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 2,1% des actions et des droits de vote de la Société ;
- Wellington Management Group LLP a déclaré le 27 décembre 2017, détenir 2,02% des actions et des droits de vote de la Société ;
- Selected Equity Group LP a déclaré le 28 décembre 2017, détenir 0,94% des actions et des droits de vote de la Société ;
- Wellington Management Group LLP a déclaré le 9 janvier 2018, détenir 2,02% des actions et des droits de vote de la Société ;
- Sycomore Asset Management a déclaré avoir franchi le 25 janvier 2018, à la baisse, le seuil statutaire de 2% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 1,99% des actions et des droits de vote de la Société ;
- Crédit Agricole Corporate and Investment Bank a déclaré avoir franchi le 24 janvier 2018, à la hausse, les seuils statutaires de 1%, 2%, 3%, 4% et 5% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 5,04% des actions et des droits de vote de la Société ;

- Crédit Agricole SA a déclaré avoir franchi le 24 janvier 2018, à la hausse, les seuils statutaires de 1%, 2%, 3%, 4% et 5% du capital et des droits de votes de la Société, détenant ainsi 5,15% des actions et des droits de vote de la Société;
- Fonds Stratégique de Participations a déclaré avoir franchi le 26 janvier 2018, à la hausse, les seuils statutaires de 1%, 2% et 3% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 3,07% des actions et des droits de vote de la Société ;
- Fonds Stratégique de Participations a déclaré avoir franchi le 29 janvier 2018, à la hausse, les seuils statutaires de 4% et 5% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 5,02% des actions et des droits de vote de la Société ;
- BIM a déclaré avoir franchi le 2 février 2018, à la baisse, les seuils statutaires de 24%, 25%, 26% et 27% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 23,07% des actions et des droits de vote de la Société ;
- Crédit Agricole Corporate and Investment Bank a déclaré avoir franchi le 15 février 2018, à la hausse, les seuils statutaires de 6% et 7% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 7,86% des actions et des droits de vote de la Société ;
- Crédit Agricole SA a déclaré avoir franchi le 15 février 2018, à la hausse, les seuils statutaires de 6%, 7% et 8% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 8,06% des actions et des droits de vote de la Société ;
- La Financière de l'Echiquier a déclaré avoir franchi le 14 mars 2018, à la hausse, le seuil statutaire de 3% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 3,033% des actions et des droits de vote de la Société ;
- Crédit Agricole Corporate and Investment Bank a déclaré avoir franchi le 26 mars 2018, à la baisse, du seuil statutaire de 7% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 6,42% des actions et des droits de vote de la Société ;
- Crédit Agricole SA a déclaré avoir franchi le 26 mars 2018, à la baisse, du seuil statutaire de 7% du capital et des droits de vote de la Société, détenant ainsi 6,69% des actions et des droits de vote de la Société.



29 mai 2018

ELIOR GROUP SA

Comptes consolidés intermédiaires condensés

Pour les semestres clos le 31 mars 2018 et le 31 mars 2017

www.eliorgroup.com

Elior Group SA
Société anonyme
Capital 1 759 490.96 euros
408 168 003 R.C.S. Nanterre
Siège social : 9-11, Allée de l'Arche - 92032 Paris La Défense

COMPTES CONSOLIDES IFRS POUR LES SEMESTRES CLOS LE 31 MARS 2018 ET 201728

1.	COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE ET ETAT DU RESULTAT GLOBAL.....	28
1.1	Compte de résultat consolidé.....	28
1.2	Etat du résultat global.....	29
2.	BILAN CONSOLIDE	30
2.1	Actif.....	30
2.2	Passif.....	31
3.	TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	32
4.	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES.....	34

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES IFRS POUR LES SEMESTRES CLOS LE 31 MARS 2018 ET 2017 35

5.	PRESENTATION GENERALE.....	35
6.	BASE DE PREPARATION DES COMPTES CONSOLIDES INTERMEDIAIRES CONDENSES	35
7.	FAITS MARQUANTS.....	35
8.	PRINCIPES COMPTABLES	37
9.	NOUVELLES NORMES ET AMENDEMENTS AUX NORMES	37
10.	RECOURS A DES ESTIMATIONS.....	37
11.	TAUX DE CHANGE	37
12.	SAISONNALITE.....	38
13.	INFORMATION SECTORIELLE	39
13.1	Informations relatives au compte de résultat	40
13.2	Informations relatives aux actifs sectoriels non courants.....	43
14.	REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES	43
15.	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS	43
16.	IMPOT SUR LES RESULTATS.....	44
17.	DIVIDENDES.....	44
18.	GOODWILL.....	45
19.	ANALYSE DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	46
20.	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	48
21.	DETTES FINANCIERES ET CHARGES FINANCIERES NETTES	50
21.1	Dettes financières.....	50
21.2	Charges financières nettes.....	54
22.	PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES.....	55
23.	TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES.....	56
24.	RESULTAT NET DES ACTIVITES ABANDONNEES	56

25.	EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DU 31 MARS 2018	56
-----	---	----

Comptes consolidés IFRS pour les semestres clos le 31 mars 2018 et 2017

1. Compte de résultat consolidé et état du résultat global

1.1 Compte de résultat consolidé

(En millions d'euros)	Note	Semestre clos le 31 mars 2018 Non audité	Semestre clos le 31 mars 2017 Non audité
Chiffre d'affaires	13.1	3 339,4	3 213,0
Achats consommés		(1 061,0)	(996,9)
Charges de personnel		(1 497,1)	(1 417,3)
Charges de personnel relatives aux plans de rémunération en actions		(5,3)	(5,7)
Autres frais opérationnels		(505,2)	(500,0)
Impôts et taxes		(46,0)	(44,2)
Amortissements et provisions opérationnels courants		(102,3)	(89,2)
Dotations nettes sur actifs incorporels reconnus en consolidation		(10,2)	(11,1)
Résultat opérationnel courant		112,3	148,7
Quote-part du Groupe dans les résultats des entreprises associées		0,7	0,5
Résultat opérationnel courant incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	13.1	113,0	149,2
Autres produits et charges opérationnels non courants	15	(14,0)	(12,2)
Résultat opérationnel incluant la quote-part de résultat des entreprises associées		99,0	137,0
Charges financières	21	(35,3)	(28,1)
Produits financiers	21	2,1	2,8
Résultat avant impôt		65,8	111,7
Impôt sur les résultats	16	(24,3)	(48,8)
Résultat net des activités non poursuivies	24	(0,8)	(0,9)
Résultat net		40,7	62,1
Dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle		3,7	3,8
Part revenant au Groupe		37,0	58,3
Résultat net part du Groupe par action (en €)		0,21	0,34
Résultat dilué part du Groupe par action (en €)		0,21	0,34

1.2 Etat du résultat global

(En millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars 2018 Non audité	Semestre clos le 31 mars 2017 Non audité
Résultat net de la période	40,7	62,1
Éléments non recyclables ultérieurement en résultat		
Engagements liés aux avantages au personnel (*)	-	-
Éléments recyclables ultérieurement en résultat		
Instruments financiers	6,9	10,7
Écarts de conversion	(6,0)	5,1
Impôt sur les résultats	(2,4)	(3,7)
Éléments recyclables ultérieurement en résultat	(1,5)	12,1
Résultat global	39,2	74,1
Attribuable aux :		
- Actionnaires de la société mère	36,5	70,1
- Intérêts ne donnant pas le contrôle	2,7	4,0

(*) Engagements nets de l'effet d'impôt

2. Bilan consolidé

2.1 Actif

(En millions d'euros)	Note	Au 31 mars 2018 Non audité	Au 30 septembre 2017 Audité	Au 31 mars 2017 Non audité
Goodwill	18	2 594,1	2 561,7	2 542,8
Immobilisations incorporelles	19	508,5	479,2	448,6
Immobilisations corporelles	20	705,5	667,5	601,8
Actifs financiers non courants		83,9	83,1	78,1
Participations dans les entreprises associées		7,9	7,3	5,1
Juste valeur des instruments financiers dérivés (*)		7,6	3,2	2,5
Impôts différés		164,8	188,6	198,1
Total actif non courant		4 072,3	3 990,6	3 877,0
Stocks		129,9	123,0	122,4
Clients et autres créances d'exploitation		892,8	810,4	1 083,3
Actif d'impôt exigible		25,5	32,1	31,0
Autres actifs courants		98,0	79,4	100,3
Créances financières court terme (*)		-	8,9	10,9
Trésorerie et équivalents de trésorerie (*)		167,1	139,6	162,7
Actifs classés comme détenus en vue de la vente		6,1	8,8	9,9
Total actif courant		1 319,4	1 202,2	1 520,7
Total actif		5 391,7	5 192,8	5 397,7

(*) Inklus dans le calcul de l'endettement financier net

2.2 Passif

(En millions d'euros)	Note	Au 31 mars 2018 Non audité	Au 30 septembre 2017 Audité	Au 31 mars 2017 Non audité
Capital		1,7	1,7	1,7
Réserves et résultats accumulés		1 561,4	1 561,5	1 512,5
Participations ne donnant pas le contrôle		58,1	54,5	49,9
Total capitaux propres	4	1 621,2	1 617,7	1 564,1
Emprunts et dettes financières (*)	21	1 879,3	1 685,3	2 001,9
Juste valeur des instruments financiers dérivés (*)		6,4	7,6	8,5
Passifs sur acquisitions de titres		21,3	24,1	18,5
Impôts différés		52,4	73,4	76,8
Engagements de retraite et avantages au personnel	22	112,6	112,4	116,1
Provisions non courantes	22	23,6	23,0	23,8
Autres passifs non courants		5,9	5,5	5,5
Total passif non courant		2 101,5	1 931,3	2 251,1
Fournisseurs et comptes rattachés		774,0	793,0	722,9
Dettes sur immobilisations		75,3	73,7	29,4
Dettes fiscales et sociales		579,9	582,4	584,0
Dettes d'impôt sur le résultat		30,0	13,8	36,5
Emprunts et dettes financières (*)	21	56,2	75,1	17,4
Dettes sur acquisition de titres		28,7	13,5	21,5
Provisions courantes	22	53,7	60,6	51,6
Autres passifs courants		65,3	24,0	111,2
Passifs classés comme détenus en vue de la vente		5,9	7,7	8,1
Total passif courant		1 669,0	1 643,8	1 582,5
Total passif		3 770,5	3 575,1	3 833,6
Total du passif et des capitaux propres		5 391,7	5 192,8	5 397,7
<i>(*) Inclus dans le calcul de l'endettement financier net</i>		1 767,3	1 616,3	1 851,6
<i>Endettement financier net hors juste valeur des instruments financiers dérivés et frais d'émission d'emprunt</i>		1 782,5	1 627,7	1 862,2

3. Tableau de flux de trésorerie consolidé

(En millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars 2018 Non audité	Semestre clos le 31 mars 2017 Non audité
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat opérationnel courant incluant la QP de résultat des entreprises associées	113,0	149,2
Dotations aux amortissements	109,1	98,1
Dotations aux provisions	3,4	2,2
Excédent brut d'exploitation (EBITDA Comptable)	225,5	249,5
Variation des besoins en fonds de roulement liés à l'activité	(118,6)	(154,4)
Intérêts et charges financières versés	(24,2)	(25,9)
Impôts versés	(0,1)	(8,9)
Autres flux	(22,0)	(16,8)
Flux nets de trésorerie liés à l'activité	60,6	43,5
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(152,4)	(138,2)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	2,8	3,7
Acquisitions d'immobilisations financières	(8,3)	(18,7)
Cessions d'immobilisations financières	0,9	0,0
Acquisitions/cessions de sociétés consolidées après déduction du montant de la trésorerie acquise/cédée	(67,0)	(25,1)
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	(223,9)	(178,3)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-
Mouvements sur capitaux propres de la mère	-	0,6
Achats d'actions propres	(0,7)	0,6
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(1,7)	(1,8)
Émissions d'emprunts et dettes financières	250,8	149,2
Remboursements d'emprunts et dettes financières	(41,6)	(12,1)
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	206,8	136,5
Incidence de la variation des taux de change et autres variations (1)	2,8	1,1
Variation de la trésorerie nette	46,3	2,8
Trésorerie nette à l'ouverture	79,5	156,2
Trésorerie nette à la clôture	125,8	159,0

(1) Y inclus un encaissement net de trésorerie de 0,5 million d'euros pour le premier semestre de l'exercice en cours clos le 31 mars 2018, à comparer à un décaissement net de trésorerie de 3,0 millions d'euros pour le premier semestre de l'exercice précédent clos le 31 mars 2017, au titre des activités non poursuivies/détenues en vue de la vente.

Les découverts bancaires et les comptes courants détenus à des fins de gestion de la trésorerie sont considérés comme des éléments de trésorerie et sont de fait déduits de la trésorerie dans le tableau de flux nonobstant leur classement en Emprunts et dettes financières courants. Ces éléments constituent la seule différence entre la trésorerie présentée à l'actif du bilan et la trésorerie nette en fin de période, présentée dans le tableau de flux de trésorerie.

La réconciliation avec les postes de trésorerie active et passive présentés au bilan consolidé est détaillée ci-dessous :

	31/03/2018	30/09/2017
Trésorerie active		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	167.1	139.6
Trésorerie passive		
Découverts bancaires	(38.2)	(57.5)
Comptes courants	(1.6)	(1.4)
Intérêts courus non échus	(1.5)	(1.2)
Trésorerie nette au tableau de flux de trésorerie	125.8	79.5

4. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

(En millions d'euros)	Nombre d'actions	Capital	Primes liées au capital et autres réserves	Résultats consolidés de la période	Écarts de conversion	Total part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 30/09/2016	172 634 475	1,7	1 400,5	135,3	(21,3)	1 516,2	41,2	1 557,4
Résultat net				58,3		58,3	3,8	62,1
Instruments financiers : variations de juste valeur			7,0			7,0		7,0
Écarts de conversion					4,8	4,8	0,2	5,1
Résultat global			7,0	58,3	4,8	70,1	4,0	74,1
Affectation du résultat de la période précédente			135,3	(135,3)		-		-
Augmentation de capital	107 310		0,6			0,6		0,6
Dividendes versés			(73,4)			(73,4)	(0,9)	(74,3)
Paiement fondé sur les actions (IFRS2)			0,9			0,9		0,9
Autres variations (1.a)			(0,3)			(0,3)	5,6	5,3
Capitaux propres au 31/03/2017	172 741 785	1,7	1 470,7	58,3	(16,5)	1 514,2	49,9	1 564,1
Capitaux propres au 30/09/2017	172 741 785	1,7	1 474,9	113,7	(27,2)	1 563,2	54,5	1 617,7
Résultat net				37,0		37,0	3,7	40,7
Engagements liés aux avantages au personnel			-			-		-
Instruments financiers : variations de juste valeur			4,5			4,5		4,5
Écarts de conversion					(5,0)	(5,0)	(1,0)	(6,0)
Résultat global			4,5	37,0	(5,0)	36,5	2,7	39,2
Affectation du résultat de la période précédente			113,7	(113,7)				
Augmentation de capital	2 147 465		36,2			36,2	2,2	38,4
Dividendes à verser			(72,5)			(72,5)	(1,7)	(74,2)
Paiement fondé sur les actions (IFRS2)			0,6			0,6		0,6
Autres variations (1.b)			(1,0)			(1,0)	0,4	(0,6)
Capitaux propres au 31/03/2018	174 889 250	1,7	1 556,5	37,0	(32,2)	1 563,1	58,1	1 621,2

(1.a) Les montants enregistrés en «autres variations» en capitaux propres pour les participations ne donnant pas le contrôle pour la période de 6 mois au 31 mars 2017 correspondent essentiellement au goodwill enregistré au titre de l'acquisition de Waterfall au Royaume Uni. Concernant la variation de la part Groupe, le montant inclut essentiellement la revalorisation d'une dette de put vis-à-vis des minoritaires d'Areas Italie.

(1.b) Les montants enregistrés en «autres variations» en capitaux propres pour la part revenant aux actionnaires du Groupe pour la période de 6 mois au 31 mars 2018 correspondent essentiellement au montant des actions propres rachetées par Elior Group dans le cadre du contrat de liquidité en cours.

Annexe aux comptes consolidés IFRS pour les semestres clos le 31 mars 2018 et 2017

5. Présentation générale

Elior Group SA est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé à Paris La Défense, 9-11 Allée de l'Arche. Au 31 mars 2018, Elior Group SA est détenue à 6,5 % par la Caisse de Dépôts et Placement du Québec (CDPQ), à 23,1 % par la société BIM SAS (contrôlée par Robert Zolade), à 9,9 % par Corporacion Empresarial Emesa, à 5,0 % par le Fonds Stratégique de Participations et à 55,5 % par des investisseurs privés et publics suite à son introduction sur le marché réglementé d'Euronext Paris, le 11 Juin 2014.

Elior Group est un acteur majeur de la restauration sous contrat et des services qui y sont associés. Le Groupe opère ses activités de restauration collective & services et celles de restauration de concession par l'intermédiaire de ses filiales et participations implantées dans 16 pays, principalement dans la zone euro, au Royaume-Uni, en Amérique latine, aux États-Unis et en Inde.

6. Base de préparation des comptes consolidés intermédiaires condensés

Les états financiers intermédiaires résumés portant sur les 6 mois clos au 31 mars 2018 ont été préparés conformément à la norme IAS 34. S'agissant de comptes résumés, ils n'incluent pas toute l'information requise par le référentiel IFRS pour l'établissement des états financiers annuels et doivent donc être lus en relation avec les états financiers consolidés du groupe établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2017.

Les méthodes comptables appliquées sont identiques à celles appliquées dans les états financiers annuels au 30 septembre 2017.

Ainsi toutes les normes et interprétations d'application obligatoire, ayant déjà été adoptées par l'Union européenne, ont été appliquées dans les états financiers intermédiaires au 31 mars 2018.

A partir des comptes de l'exercice de douze mois clôturé au 30 septembre 2016, suite à la recommandation de l'AMF sur l'arrêté des comptes 2016 (DOC-2016-09 en date du 3 novembre 2016), les dotations aux amortissements des incorporels reconnus en consolidation, notamment les listes clients

enregistrées en restauration collective sont désormais reclassées au sein du résultat opérationnel courant. De même les charges liées aux plans de stock-options et d'actions gratuites octroyées par Elior Group et ses filiales sont désormais classées sur une ligne spécifique du compte de résultat consolidé.

La charge d'impôt du semestre clos le 31 mars 2018 a été déterminée à partir du taux d'imposition annuel moyen estimé pour l'exercice à clore le 30 septembre 2018 et intègre l'impact de l'ajustement par le compte de résultat de la valeur des impôts différés des filiales nord-américaines du Groupe pour tenir compte de l'application du nouveau taux d'impôt fédéral sur les sociétés de 21 % qui s'applique aux USA depuis le 1^{er} janvier 2018.

Les comptes consolidés intermédiaires condensés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration d'Elior Group le 28 mai 2018.

7. Faits marquants

• Acquisition et cession de titres consolidés

Elior North America (anciennement TrustHouse Services), filiale de restauration collective d'Elior Group aux Etats-Unis, a procédé à l'acquisition en novembre 2017 de la société CBM:

- CBM Managed Services est une société basée à Sioux Falls dans le Dakota du Sud qui opère sur le marché de la restauration en milieu pénitentiaire. CBM compte un peu moins de 1 000 collaborateurs sur 200 sites à travers 29 états.
- CBM réalise un chiffre d'affaires total annuel d'environ 70 millions de dollars.

Au Mexique et avec effet au 1^{er} février 2018 :

- Aerocomidas filiale d'Areas au Mexique a procédé à l'acquisition des activités de restauration aéroportuaires de LA TABA.
- LA TABA réalise un chiffre d'affaires total annuel d'environ 10 millions d'euros.

Les deux acquisitions décrites ci-dessus ont contribué au chiffre d'affaires consolidé du semestre clos le 31 mars 2018 à hauteur de 25,4 millions d'euros et à l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) consolidé à hauteur de 3,4 millions d'euros.

Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2017 :

Elior North America (anciennement TrustHouse Services), filiale de restauration collective d'Elior Group aux Etats-Unis, a procédé à l'acquisition respectivement en octobre 2016 puis en janvier 2017 des sociétés Abigail Kirsch et Corporate Chefs :

- Abigail Kirsch est une société basée à New York spécialisée dans les activités de banqueting et de restauration événementielle.
- Corporate Chefs est une société basée à Haverhill dans le Massachusetts spécialisée dans les repas haut de gamme fraîchement cuisinés pour les marchés de la restauration d'entreprise et de l'enseignement. Créée en 1987, la société Corporate Chefs est présente dans huit États du nord-est des États-Unis.

Abigail Kirsch et Corporate Chefs réalisent un chiffre d'affaires total annuel d'environ 55 millions de dollars.

En Europe, et avec effet au 1^{er} octobre 2016 :

- Elior Ristorazione filiale de restauration collective d'Elior Group en Italie a procédé à l'acquisition de la société Hospes qui opère essentiellement en restauration d'entreprises dans le nord de l'Italie, et
- Serunion, filiale de restauration collective d'Elior Group en Espagne et au Portugal a procédé à l'acquisition de la société Hostesa qui opère essentiellement sur les marchés de la restauration en enseignement et dans les maisons de retraite en Catalogne et dans la région de Valence.

Ces deux acquisitions représentent un chiffre d'affaires annuel total d'environ 30 millions d'euros.

Les quatre acquisitions décrites ci-dessus ont contribué au chiffre d'affaires consolidé du semestre clos le 31 mars 2017 à hauteur de 30,4 millions d'euros et à l'excédent brut d'exploitation (EBITDA) consolidé à hauteur de 2,7 millions d'euros.

Elior Group a annoncé le 21 novembre 2016 avoir signé un accord pour acquérir la totalité de MegaBite ainsi qu'une participation majoritaire de 51% dans la société CRCL, ces deux acquisitions étant localisées en Inde respectivement à Bangalore et à Chennai. Le chiffre d'affaires total de ces deux sociétés est de l'ordre de 27

millions d'euros en année pleine. Ces acquisitions ont été finalisées en février 2017 et elles ont été intégrées dans les comptes du Groupe au deuxième semestre de l'exercice clos le 30 septembre 2017.

- **Autres faits marquants**

Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2018 :

Philippe Salle, président et directeur général du Groupe a quitté ses fonctions le 31 octobre 2017. À la suite de la décision du conseil d'administration d'Elior Group, réuni le 26 juillet 2017, de séparer les fonctions de président et de directeur général, Gilles Cojan, coopté administrateur, est devenu président du conseil d'administration du Groupe et Pedro Fontana a été nommé directeur général du Groupe par intérim, à compter du 1^{er} novembre 2017.

Lors de sa séance du 5 décembre 2017 le conseil d'administration a décidé de nommer Philippe Guillemot au poste de directeur général d'Elior Group, Pedro Fontana devenant directeur général délégué.

Au cours des 6 mois clos le 31 mars 2017 :

A effet au 30 mars 2017, et dans le cadre du partenariat stratégique signé au cours de l'exercice précédent avec le Chef Alain Ducasse, Elior Group a transféré au Groupe Ducasse le contrôle de ses activités opérées par Areas France and Northern Europe dans les musées. Cette opération s'est traduite par l'apport à la société Ducasse Développement de 60% des titres de la société Areas Développement Musées qui est la nouvelle holding de ces activités. A compter du 30 mars 2017, cette opération s'est traduite par l'enregistrement d'une plus-value nette de 2,4 millions d'euros enregistrée au 31 mars 2017 au sein du « résultat net des activités non poursuivies ».

Les 40% d'actifs et de passifs conservés par Elior Group dans la société Areas Développement Musées et ses filiales continuent d'être présentés au sein des activités abandonnées ou détenues en vue de la vente dans les états financiers consolidés.

8. Principes comptables

Les principes comptables adoptés sont les mêmes que ceux utilisés lors des comptes consolidés du dernier exercice clos au 30 septembre 2017.

Pour les périodes intermédiaires, les impôts sur les résultats, hors Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE) mais y compris l'IRAP, sont provisionnés sur la base du taux d'imposition qui devrait s'appliquer au résultat annuel total. La CVAE (qui est incluse dans la charge d'impôts sur les résultats) et la participation des salariés sont provisionnées sur la base de 50% de la charge annuelle anticipée.

Les engagements de retraite n'ont pas fait l'objet d'évaluations actuarielles dans le cadre des comptes consolidés intermédiaires condensés. La charge de retraite pour les 6 mois clos les 31 mars 2017 et 2018 représente 50% de la charge calculée pour, respectivement, les exercices complets clos les 30 septembre 2017 et 2018.

9. Nouvelles normes et amendements aux normes

- **Nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et appliquées par le Groupe**

Néant

- **Nouvelles normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore appliquées par le Groupe**

Les principales normes, amendements aux normes et interprétations qui ont été publiés mais ne sont pas encore d'application obligatoire sont les suivants :

- IFRS 9 « Instruments financiers » applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 (adoptée par l'UE en novembre 2016),
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires issus des contrats clients » applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 (adoptée par l'UE en octobre 2017),
- IFRS 16 « Comptabilisation des contrats de location » applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019 (approuvée par l'UE en novembre 2017).

Le Groupe n'a pas appliqué de norme ou d'amendement par anticipation. L'analyse de l'impact potentiel de ces nouvelles normes est en cours. En l'état actuel de ces analyses :

- l'application de la norme IFRS 15 ne devrait

pas entraîner d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe,

- l'application de la norme IFRS 9 ne devrait pas non plus entraîner d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

10. Recours à des estimations

Pour établir les états financiers intermédiaires du Groupe, des estimations et des hypothèses ont été faites par la direction du Groupe et celle des filiales. Elles ont pu affecter les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et charges de la période.

Ces estimations et appréciations qui sont effectuées sur la base d'une expérience passée et de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances actuelles constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Lors de l'établissement des comptes consolidés intermédiaires condensés, les jugements importants portés par la direction pour l'application des principes comptables du Groupe et les principales sources d'incertitudes liées aux estimations ont été les mêmes que pour les comptes consolidés de l'exercice clos le 30 septembre 2017, exception faite de la modification des estimations requises pour déterminer la provision pour impôts sur les résultats.

11. Taux de change

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effet des variations des cours des monnaies étrangères ». Les transactions commerciales en devises étrangères réalisées par les sociétés consolidées sont converties aux cours des devises à la date des transactions. Les créances et dettes en monnaies étrangères sont converties sur la base des cours de change à la clôture. Les écarts de change résultant de cette réévaluation sont enregistrés au compte de résultat.

Pour les semestres clos les 31 mars 2018 et 2017, les bilans, comptes de résultat et tableaux de flux de trésorerie de certaines filiales dont la devise fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation des comptes

d'Elior Group sont convertis aux taux des 31 mars 2018 et 2017 pour le bilan et, sauf fluctuation de change significative, au taux de change moyen de la période clôturée pour le compte de résultat et le tableau de flux

de trésorerie. Les différences de conversion sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global.

Les taux de change retenus dans les comptes consolidés pour les semestres clos les 31 mars 2018 et 2017 proviennent des cotations à la bourse de Paris :

	Au 31 mars 2018		Au 31 mars 2017	
	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen
- € /US \$:	1,2321	1,2032	1,0649	1,0717
- € /£ :	0,8788	0,8852	0,8483	0,8641
- € /MXN :	22,42	22,69	19,96	21,51

12. Saisonnalité

Le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel courant découlant de la majorité de nos activités sont soumis à des fluctuations saisonnières. Durant l'été, le chiffre d'affaires de l'activité restauration de concession augmente généralement de façon marquée ce qui, notamment du fait de l'impact de cette hausse sur l'absorption des frais fixes, entraîne une augmentation plus que proportionnelle du montant du résultat opérationnel courant et du taux de la marge de résultat opérationnel courant en pourcentage du chiffre d'affaires.

En revanche, au cours de la même période, le montant du résultat opérationnel courant et le taux de la marge de résultat opérationnel courant en pourcentage du chiffre d'affaires de l'activité restauration collective & services accusent une baisse plus que proportionnelle en raison d'une diminution des volumes car une part importante des employés et des élèves sont en vacances pendant la période estivale.

À l'échelle du Groupe, ces fluctuations saisonnières n'ont pas eu d'impact sur le chiffre d'affaires publié au terme des 6 mois, car ces deux phénomènes se neutralisent entre les deux activités du Groupe. Chaque semestre représente environ 50 % du chiffre d'affaires annuel consolidé, hors incidence des variations de périmètre de consolidation.

En termes de résultat opérationnel courant, l'impact des fluctuations saisonnières se traduit par une hausse du résultat opérationnel comptabilisé durant le second semestre de l'exercice du fait de l'augmentation du chiffre d'affaires et des marges de l'activité restauration de

concession. La part du résultat opérationnel courant annuel comptabilisé au cours des premier et second semestres de chaque exercice représente respectivement 45 % et 55 % environ.

En outre, les variations du nombre de jours ouvrés et les dates de certains jours fériés ou de vacances scolaires (notamment en Europe du sud la semaine sainte en mars sur le semestre de l'exercice en cours et en avril sur le semestre équivalent de l'exercice précédent), ainsi que les changements de périmètre de consolidation ont un impact sur la comparabilité du chiffre d'affaires et la rentabilité de ces deux activités d'une période à l'autre.

Les flux nets de trésorerie liés à l'activité sont également soumis à des fluctuations saisonnières, qui découlent principalement des variations des besoins en fonds de roulement :

- dans l'activité restauration de concession, les besoins en fonds de roulement sont directement liés au niveau de l'activité, qui est faible durant le premier semestre de chaque exercice et soutenu durant le second semestre ; et
- dans l'activité restauration collective & services, le montant des créances clients augmente durant le premier semestre de chaque exercice, car le volume de facturation aux clients atteint un pic durant cette période, puis diminue durant le second semestre, qui correspond à une période de creux de l'activité pour ce segment.

13. Information sectorielle

Au 31 mars 2018 et 2017, le Groupe était structuré en deux activités opérationnelles : « restauration collective & services » d'une part et « restauration de concession » d'autre part. Au sein de ces activités, les résultats et les actifs employés à long terme sont détaillés par segments opérationnels correspondant aux zones géographiques et de management principales comme suit :

- Pour la « restauration collective & services » opérée sous la marque Elios : Opérations France et Opérations International ;
- Pour la « restauration de concession » désormais opérée sous la marque Areas : Opérations France et Opérations International.

Ces segments opérationnels sont ceux revus par le Principal décideur Opérationnel (Executive team).

Le résultat net dans les sociétés mises en équivalence concerne essentiellement les activités de restauration de concession en France.

13.1 Informations relatives au compte de résultat

Les tableaux ci-après présentent le compte de résultat par secteur d'activité détaillé et le chiffre d'affaires du Groupe par activité et par segment opérationnel, par secteur d'activité clients et par zone géographique pour les semestres clos les 31 mars 2018 et 2017.

- Compte de résultat par segment opérationnel :

(En millions d'euros)	restauration collective et services			restauration de concession			Corporate	Total Groupe
	France	International	Total	France	International	Total		
Semestre clos le 31 mars 2018 Non audité								
Chiffre d'affaires	1 160,2	1 391,5	2 551,6	298,6	489,2	787,8	-	3 339,4
Résultat opérationnel courant incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	72,2	51,6	123,8	(4,5)	(0,7)	(5,2)	(5,6)	113,0
Résultat opérationnel courant en % du CA	6,2%	3,7%	4,9%	(1,5)%	(0,1)%	(0,7)%	(0,2)%	3,4%
Autres produits et charges opérationnels non courants	(2,0)	(3,1)	(5,1)	(2,4)	(2,3)	(4,7)	(4,2)	(14,0)
Résultat opérationnel	70,3	48,5	118,8	(6,9)	(3,0)	(9,9)	(9,9)	99,0
Résultat Financier								(33,1)
Impôt sur les résultats								(24,3)
Résultat des activités abandonnées								(0,8)
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle								3,7
Part du résultat revenant au Groupe								37,0
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(24,5)	(35,4)	(59,9)	(17,9)	(27,0)	(44,8)	(4,3)	(109,1)
Autres charges sans impact en trésorerie	(1,8)	(1,5)	(3,3)	0,0	(0,1)	(0,1)	(0,1)	(3,4)
EBITDA comptable	98,4	88,5	187,0	13,3	26,4	39,7	(1,2)	225,5

(En millions d'euros)	restauration collective et services			restauration de concession			Corporate	Total Groupe
	France	International	Total	France	International	Total		
Chiffre d'affaires	1 149,1	1 284,0	2 433,1	306,1	473,9	780,0	-	3 213,0
Résultat opérationnel courant incluant la quote-part de résultat des entreprises associées	90,4	65,8	156,3	(1,5)	2,6	1,1	(8,1)	149,2
Résultat opérationnel courant en % du CA	7,9%	5,1%	6,4%	(0,5)%	0,5%	0,1%	(0,3)%	4,6%
Autres produits et charges opérationnels non courants	(7,4)	(2,8)	(10,2)	(0,7)	(0,1)	(0,9)	(1,2)	(12,2)
Résultat opérationnel	83,0	63,1	146,1	(2,3)	2,4	0,2	(9,3)	136,9
Résultat Financier								(25,2)
Impôt sur les résultats								(48,8)
Résultat des activités abandonnées								(0,9)
Part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle								3,8
Part du résultat revenant au Groupe								58,2
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(21,6)	(31,2)	(52,8)	(18,6)	(23,5)	(42,2)	(3,1)	(98,1)
Autres charges sans impact en trésorerie	(0,9)	(0,8)	(1,8)	(0,2)	0,2	(0,1)	(0,4)	(2,2)
EBITDA comptable	113,0	97,9	210,9	17,4	25,9	43,3	(4,7)	249,5

- Chiffre d'affaires par activité opérationnelle et par marché clients :

(En millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars 2018 Non audité	Part du CA total en %	Semestre clos le 31 mars 2017 Non audité	Part du CA total en %	Variation / N-1	Variation en %
Restauration collective & services						
Entreprises	1 131,6	33,9%	1 030,7	32,1%	100,9	9,8%
Enseignement	827,3	24,8%	806,0	25,1%	21,3	2,6%
Santé	592,7	17,7%	596,4	18,6%	(3,7)	(0,6)%
Sous-total restauration collective & services	2 551,6	76,4%	2 433,1	75,7%	118,5	4,9%
Restauration de concession						
Aéroports	360,2	10,8%	341,7	10,6%	18,5	5,4%
Autoroutes	238,1	7,1%	242,2	7,5%	(4,1)	(1,7)%
Ville & loisirs	189,5	5,7%	196,0	6,1%	(6,5)	(3,3)%
Sous-total restauration de concession	787,8	23,6%	780,0	24,3%	7,8	1,0%
Total	3 339,4	100,0%	3 213,0	100,0%	126,4	3,9%

- Chiffre d'affaires par zone géographique :

(En millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars 2018 Non audité	Part du CA total en %	Semestre clos le 31 mars 2017 Non audité	Part du CA total en %	Variation / N-1	Variation en %
France	1 458,8	43,7%	1 455,2	45,3%	3,6	0,2%
Europe hors France	1 151,4	34,5%	1 112,2	34,6%	39,2	3,5%
Reste du monde	729,2	21,8%	645,6	20,1%	83,6	12,9%
Total	3 339,4	100,0%	3 213,0	100,0%	126,4	3,9%

13.2 Informations relatives aux actifs sectoriels non courants

(En millions d'euros)	restauration collective et services			restauration de concession			Corporate	Total Groupe
	France	International	Total	France	International	Total		
Semestre clos le 31 mars 2018 Non audité								
Chiffre d'affaires de l'activité	1 160,2	1 391,5	2 551,6	298,6	489,2	787,8	—	3 339,4
Actifs non courants	1 278,6	1 225,8	2 504,5	664,8	601,0	1 265,8	37,9	3 808,1

(En millions d'euros)	restauration collective et services			restauration de concession			Corporate	Total Groupe
	France	International	Total	France	International	Total		
Semestre clos le 31 mars 2017 Non audité								
Chiffre d'affaires de l'activité	1 149,1	1 284,0	2 433,1	306,1	473,9	780,0	—	3 213,0
Actifs non courants	1 241,4	1 134,7	2 376,1	604,0	559,4	1 163,5	53,6	3 593,2

14. Regroupements d'entreprises

Pour le semestre clos le 31 mars 2018, le groupe a acquis la société CBM Managed Services (restauration collective USA), et au Mexique l'activité opérée sous la marque LA TABA en concessions aéroportuaires.

Ces acquisitions ont été consolidées par intégration globale respectivement à partir du 1er décembre 2017 (CBM Managed Services) et du 1er février 2018 (LA TABA) entraînant l'enregistrement d'un goodwill - après affectation du prix d'acquisition aux actifs et passifs identifiables - pour un montant total de 23,0 millions d'euros. Ces deux acquisitions représentent un chiffre d'affaires annuel total d'environ 67 millions d'euros.

Pour le semestre clos le 31 mars 2017, le groupe a acquis les sociétés Abigail Kirsch et Corporate Chefs (restauration collective USA), et en Europe les sociétés Hospes (restauration collective Italie) et Hostesa (restauration collective Espagne).

Ces sociétés ont été consolidées par intégration globale respectivement à partir du 1er octobre 2016 (Abigail

Kirsch, Hospes et Hostesa) et du 1er février 2017 (Corporate Chefs) entraînant l'enregistrement d'un goodwill - avant affectation du prix d'acquisition aux actifs et passifs identifiables - pour un montant total de 35,1 millions d'euros. Ces quatre acquisitions représentent un chiffre d'affaires annuel total d'environ 80 millions d'euros.

Par ailleurs un montant de 44,8 millions d'euros a été affecté de façon encore provisoire aux actifs identifiables et amortissables (marque et relations clients) pour l'acquisition de Waterfall et de Areas Restauration Services (droits à concession en gares) acquises au second semestre de l'exercice précédent.

15. Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants du Groupe ont représenté une charge nette de 14,0 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2018. Ils comprennent principalement (i) des coûts de

réorganisation et d'arrêts d'activité encourus en France et à l'international pour un montant total de 12,5 millions d'euros, (ii) et des coûts d'acquisition et de participations pour un montant de 1,5 million d'euros.

Ce poste a représenté une charge nette de 12,2 millions d'euros pour le semestre clos le 31 mars 2017. Ils comprennent principalement (i) des coûts de réorganisation et de sortie de sites et contrats encourus en France et à l'international en relation notamment avec le déploiement du plan Tsubaki 2020 pour un montant total de 9,2 millions d'euros, (ii) des coûts d'acquisition et de participations pour un montant de 1,8 million d'euros, (iii) des coûts encourus à l'occasion du 25^{ème} anniversaire du Groupe et pour le sponsoring de la candidature de Paris à l'organisation des JO 2024 pour un montant total de 2,6 millions d'euros.

16. Impôt sur les résultats

La charge nette d'impôts hors CVAE est comptabilisée sur la base de l'estimation faite par le management du taux d'imposition annuel moyen pour l'exercice complet. Le taux d'imposition annuel moyen estimé pour l'exercice à clore le 30 septembre 2018 et utilisé pour les 6 mois clos le 31 mars 2018 est de 19 %. Le taux d'imposition utilisé pour les 6 mois clos le 31 mars 2017 était de 35 %.

Cette diminution du taux annuel estimé hors CVAE s'explique par la prise en compte dans la charge d'impôt du semestre clos le 31 mars 2018 de l'impact estimé de l'ajustement par le compte de résultat de la valeur des impôts différés des sociétés nord-américaines du Groupe pour tenir compte de l'application du nouveau taux d'impôt sur les sociétés (federal tax) de 21% qui s'appliquera aux USA à compter du 1^{er} janvier 2018 en application de la réforme dite Trump. Le produit d'impôt net annuel non récurrent enregistré à ce titre s'élève à 12 millions d'euros.

La CVAE est provisionnée à hauteur de 50% de la charge annuelle estimée. La charge provisionnée pour les 6 mois clos le 31 mars 2018 s'élève à 14,5 millions d'euros (14,1 millions d'euros pour les 6 mois clos le 31 mars 2017).

17. Dividendes

Le dividende de 72,5 millions d'euros correspondant à 0,42 euro par action et portant sur les résultats de l'exercice clos le 30 septembre 2017 tel que voté par l'assemblée générale annuelle du 9 mars 2018 se répartit comme suit :

- 86 695 117 coupons sont payés en actions nouvelles Elixir Group soit 2 147 465 actions nouvelles créées, assortis d'une soulte de 163 milliers d'euros au titre du traitement des rompus ;
- 85 976 082 coupons sont payés en numéraire, soit un paiement total de 36,1 millions d'euros.

Le dividende en numéraire ci-dessus a été mis en paiement le 17 avril 2018. Il figure au passif du bilan dans les autres passifs courants dans le bilan au 31 mars 2018.

Le dividende de 72,5 millions d'euros correspondant à 0,42 euro par action et portant sur les résultats de l'exercice clos le 30 septembre 2016 tel que voté par l'assemblée générale annuelle du 10 mars 2017 a été mis en paiement le 12 avril 2017. Il figure au passif du bilan dans les autres passifs courants dans le bilan au 31 mars 2017.

18. Goodwill

Les goodwills nets regroupant les Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillés comme suit :

(En millions d'euros)	Au 31 mars 2018 Non audité	Au 30 septembre 2017 Audité	Au 31 mars 2017 Non audité
Elior Entreprises	578,4	578,3	578,3
Autres France (Enseignement, Santé et Services)	499,0	498,9	498,7
Opérations France	1 077,4	1 077,2	1 077,0
Opérations International	815,4	788,6	770,8
Restauration collective et services	1 892,8	1 865,8	1 847,8
Opérations France	423,6	423,6	422,9
Autres pays	86,7	86,7	86,4
France, Europe du Nord et Italie	510,3	510,3	509,3
Péninsule ibérique et Amériques	191,1	185,7	185,7
Restauration de concession Areas	701,4	696,0	695,0
Total Groupe	2 594,1	2 561,7	2 542,8

Aucune perte de valeur relative aux goodwills n'a été comptabilisée pour les deux périodes intermédiaires présentées.

Le groupe s'est assuré pour les quelques UGT dont les résultats semestriels sont le plus en retrait par rapport au réel 2017 et au budget 2018, que les plans d'affaires utilisés dans le cadre de la préparation du plan stratégique du groupe 2019/2022, actuellement en cours de revue avant d'être soumis au conseil d'administration et qui sera présenté au marché le 26 juin, ne déclenchent pas de risque d'impairment en utilisant les hypothèses du scénario médian retenu. Une attention particulière sera portée au 30 septembre 2018 à la valorisation des actifs de ces UGT.

L'augmentation du goodwill au 31 mars 2018 comparativement au 30 septembre 2017 correspond principalement au goodwill dégagé lors de l'acquisition de la société CBM Managed Services pour un montant de 23 millions d'euros et à un effet de change défavorable sur le

goodwill enregistré en USD pour un montant de 5 millions d'euros.

L'augmentation du goodwill au 31 mars 2017 comparativement au 30 septembre 2016 correspond principalement au goodwill dégagé lors des acquisitions des sociétés Hospes (Restauration Collective Italie) par Elior Ristorazione, Hostesa (Restauration Collective Espagne) par Serunion et d'Abigaïl Kirsch et Corporate Chefs par Elior North America. L'entrée des sociétés Waterfall (Restauration UK) et Areas Restauration Services (Concessions France) au cours de l'exercice précédent a donné lieu à une affectation encore provisoire du prix d'acquisition à des immobilisations incorporelles identifiables marque commerciale, relations clients et droits à concessions notamment.

19. Analyse des immobilisations incorporelles

(En millions d'euros)	Au 30 septembre 2017 Audité	Augmentation	Diminution	Autres variations (2)	Au 31 mars 2018 Non audité
Droits à concession	231,5	15,0	(0,6)	23,2	269,0
Actifs exploités en concession (1)	37,0	-	-	-	37,0
Marques	60,3	0,4	(0,0)	1,8	62,5
Logiciels	133,1	4,8	(0,2)	10,0	147,8
Immobilisations incorporelles en cours	66,7	11,0	(1,5)	(23,1)	53,1
Autres	232,4	1,3	(2,6)	13,9	245,0
Immobilisations incorporelles brutes	761,0	32,5	(4,9)	25,8	814,3
Droits à concession	(73,7)	(8,1)	0,5	1,1	(80,2)
Actifs exploités en concession (1)	(36,9)	-	-	(0,0)	(37,0)
Marques	(21,1)	(1,6)	0,0	0,1	(22,5)
Logiciels	(87,2)	(9,8)	0,2	(0,0)	(96,9)
Autres	(62,7)	(12,2)	4,0	1,7	(69,3)
Amortissements des immobilisations incorporelles	(281,7)	(31,7)	4,7	2,9	(305,9)
Valeur nette des immobilisations incorporelles	479,2	0,8	(0,3)	28,7	508,5

- (1) Actifs issus du retraitement des locations financières tripartites relatives aux équipements de cuisines centrales en Enseignement.
- (2) Les « Autres variations » résultent essentiellement des affectations de goodwills intervenues au titre des entrées de périmètre des sociétés CBM Managed Services (Elior NA) et LA TABA (Areas Mexique) acquises au premier semestre de l'exercice en cours à hauteur de 37,2 millions d'euros (marque, relations clients et droits à concession) ainsi que de l'impact de la variation des taux de change aux Etats-Unis et au Royaume Uni.

(En millions d'euros)	Au 30 septembre 2016 Audité	Augmentation	Diminution	Autres variations (2)	Au 31 mars 2017 Non audité
Droits à concession	193,2	6,7	(0,6)	38,4	237,8
Actifs exploités en concession (1)	37,0	-	-	-	37,0
Marques	42,5	0,2	(0,1)	8,9	51,5
Logiciels	118,7	4,0	(0,3)	4,7	127,1
Immobilisations incorporelles en cours	23,1	17,8	(0,1)	0,3	41,0
Autres	210,1	0,2	(0,0)	15,7	226,0
Immobilisations incorporelles brutes	624,6	28,8	(1,2)	68,1	720,4
Droits à concession	(60,3)	(7,7)	0,3	(0,9)	(68,6)
Actifs exploités en concession (1)	(36,9)	-	-	(0,0)	(37,0)
Marques	(15,8)	(2,6)	0,0	(2,0)	(20,4)
Logiciels	(84,6)	(6,1)	0,3	(0,2)	(90,5)
Autres	(48,1)	(7,9)	0,0	0,7	(55,2)
Amortissements des immobilisations incorporelles	(245,8)	(24,3)	0,6	(2,4)	(271,8)
Valeur nette des immobilisations incorporelles	378,8	4,6	(0,5)	65,7	448,6

(1) Actifs issus du retraitement des locations financières tripartites relatives aux équipements de cuisines centrales en Enseignement.

(2) Les « Autres variations » résultent essentiellement des affectations de goodwills intervenues au titre des entrées de périmètre des sociétés Waterfall et Areas Restauration Services acquises au second semestre de l'exercice précédent à hauteur de 44,8 millions d'euros (marque, relations clients et droits à concession) ainsi que de l'impact de la variation du taux de change aux Etats-Unis et au Royaume Uni.

20. Immobilisations corporelles

(En millions d'euros)	Au 30 septembre 2017 Audité	Augmentation	Diminution	Autres variations (1)	Au 31 mars 2018 Non audité
Terrains	6,2	1,8	(0,0)	0,5	8,5
Constructions	168,9	5,9	(13,6)	3,0	164,2
Installations techniques	805,2	41,0	(16,1)	12,9	842,9
Autres immobilisations corporelles	613,5	44,0	(25,9)	5,6	637,3
Immobilisations corporelles en cours	41,6	33,2	(2,2)	(26,5)	46,0
Avances et acomptes sur immobilisations	7,0	3,9	(0,0)	(4,7)	6,0
Immobilisations corporelles brutes	1 642,3	129,7	(57,8)	(9,3)	1 705,0
Constructions	(94,3)	(4,7)	13,6	0,3	(85,1)
Installations techniques	(539,4)	(43,7)	17,0	(0,3)	(566,4)
Autres immobilisations corporelles	(341,1)	(35,9)	26,1	3,0	(347,9)
Amortissements des immobilisations corporelles	(974,8)	(84,3)	56,7	3,0	(999,4)
Valeur nette des immobilisations corporelles	667,5	45,5	(1,1)	(6,3)	705,5

(1) Les « Autres variations » résultent essentiellement de l'impact de la variation des taux de change aux Etats-Unis et au Royaume Uni.

(En millions d'euros)	Au 30 septembre 2016 Audité	Augmentation	Diminution	Autres variations (1)	Au 31 mars 2017 Non audité
Terrains	5,5	-	-	0,2	5,7
Constructions	168,4	4,1	(11,9)	3,8	164,4
Installations techniques	806,3	38,4	(17,8)	(9,4)	817,5
Autres immobilisations corporelles	532,5	37,2	(27,0)	40,7	583,4
Immobilisations corporelles en cours	27,9	15,5	(0,9)	(14,5)	28,0
Avances et acomptes sur immobilisations	6,0	0,7	(0,1)	(3,9)	2,8
Immobilisations corporelles brutes	1 546,5	96,0	(57,7)	17,0	1 601,9
Constructions	(91,6)	(10,3)	12,4	1,8	(87,8)
Installations techniques	(557,6)	(40,5)	18,5	9,9	(569,7)
Autres immobilisations corporelles	(322,5)	(25,8)	26,3	(20,5)	(342,5)
Amortissements des immobilisations corporelles	(971,7)	(76,6)	57,2	(8,9)	(1 000,1)
Valeur nette des immobilisations corporelles	574,8	19,4	(0,5)	8,2	601,8

(1) Les « Autres variations » correspondent essentiellement aux entrées de périmètre Abigail Kirsch, Hospes, Hostesa et Corporate Chefs.

21. Dettes financières et charges financières nettes

21.1 Dettes financières

La valeur comptable et la valeur de remboursement, cette dernière étant égale à la valeur de marché, de la dette financière du Groupe sont détaillées comme suit :

(En millions d'euros)	Devise d'émission	Au 31 mars 2018 Non audité		Au 30 septembre 2017 Audité	
		Montant au coût amorti (1)	Montant en valeur de remboursement	Montant au coût amorti (2)	Montant en valeur de remboursement
Découverts bancaires	€	38,2	38,2	57,5	57,5
Autres dettes financières (y inclus portion courante des engagements de crédit-bail et locations financières)	€	18,0	18,0	17,6	17,6
Sous-total des dettes financières courantes		56,2	56,2	75,1	75,1
Dettes bancaires syndiquées	€ / \$	1 647,8	1 661,9	1 488,0	1 503,0
Autres dettes moyen et long terme	\$	82,3	82,3	84,8	84,8
Titrisation de créances commerciales et affacturage	€	122,5	122,5	85,7	86,5
Autres dettes financières (y inclus engagements de crédit-bail et locations financières)	€	26,7	26,7	26,8	26,8
Sous-total des dettes financières non courantes		1 879,3	1 893,4	1 685,3	1 701,1
Total dettes financières		1 935,6	1 949,6	1 760,4	1 776,2

(1) Le coût amorti de la dette bancaire est établi après prise en compte des commissions bancaires non amorties pour un montant net de 14,0 millions € au 31 mars 2018.

(2) Le coût amorti de la dette bancaire est établi après prise en compte des commissions bancaires non amorties pour un montant net de 15,8 millions € au 30 septembre 2017.

Les dettes consolidées d'Elior Group au 31 mars 2018 comprennent :

Une dette syndiquée à taux variable sur base Euribor plus marge, dont l'encours au 31 mars 2018 est :

- pour Elior Group SA,
- une dette bancaire senior d'un montant total au 31 mars 2018 de 318,0 millions d'euros amortissable en janvier 2022 pour 168 millions d'euros et en décembre 2024 pour 150 millions d'euros. Le coût de cette dette est indexé sur l'Euribor avec une marge standard de 1,65% pour la tranche à échéance 2022 et 2,50% pour la tranche à échéance 2024 ;
- une dette obligataire en \$ provenant d'un placement privé réalisé en mai 2015 (6^{ème} amendement du SFA) lors du refinancement de la dette initiale d'acquisition de Elior North America pour un montant de 100 millions \$ au 31 mars 2018 et amortissable en mai 2022. Le coût de cette dette est indexé sur le taux Libor US 6 mois avec une marge standard de 2,15% ;
- une dette bancaire senior d'un montant total au 31 mars 2018 de 234 millions d'euros amortissable en janvier 2023 pour 50 millions d'euros et en mai 2023 pour 184 millions d'euros. Le coût de cette dette est indexé sur l'Euribor avec une marge standard de 2,50% ;
- pour Elior Participations SCA,
- une dette bancaire senior en € d'un montant total au 31 mars 2018 de 632 millions d'euros amortissable en janvier 2022. Le coût de cette dette bancaire est indexé sur l'Euribor, avec une marge standard de 1,65%. S'y ajoute une ligne de crédit revolving de 300 millions d'euros (utilisable par Elior Participations ou par Elior Group) à taux variable Euribor plus une marge standard de 1,25% à échéance en janvier 2021 pour 30 millions d'euros et janvier 2022 pour 270 millions d'euros. En cas de non utilisation, elle fait l'objet d'une commission de confirmation qui est une fraction de cette marge. Au 31 mars 2018, cette ligne était utilisée par Elior Participations pour un montant de 150 millions d'euros ;
- une dette bancaire senior en \$ émise dans le cadre du SFA et tirée en mai 2015 pour 50 millions \$ (6^{ème} amendement) puis en juin 2015 (7^{ème} amendement) pour 50 millions \$ lors du

refinancement de la dette initiale d'acquisition de Elior North America puis en juin 2016 (8^{ème} amendement) pour 244 millions \$ pour un montant total de 344 millions \$ au 31 mars 2018 et amortissable en mai 2020 pour 6 millions \$, en mai 2021 pour 94 millions \$ et en juin 2021 pour 244 millions \$. Le coût de cette dette est indexé sur le taux Libor US avec une marge standard de 1,70%. S'y ajoute une ligne de crédit revolving de 250 millions \$ (utilisable par Elior Participations ou par Elior Group) à taux variable Libor plus une marge standard de 1,30%, à échéance en mai 2020 pour 14,8 millions \$ et en mai 2021 pour 235,3 millions \$. En cas de non utilisation, elle fait l'objet d'une commission de confirmation qui est une fraction de cette marge. Au 31 mars 2018, cette ligne était utilisée par Elior Participations pour un montant de 60 millions \$.

Une dette résultant du programme de titrisation de créances commerciales, dont l'encours - net du dépôt de surdimensionnement d'un montant de 0,2 millions d'euros - s'élève à 122,5 millions d'euros au 31 mars 2018. Ce programme de titrisation de créances commerciales a été mis en place en juillet 2017 pour une durée de 4 ans. Le plafond de ce programme (net de l'équivalent d'un dépôt de garantie) est de 360 millions d'euros et 30 millions de £ et inclut les créances des filiales françaises, espagnoles et anglaises d'Elior Group. Son coût, sur la base des encours nets, est de l'ordre de 1,30%.

Les dettes consolidées d'Elior Group au 31 mars 2017 comprennent :

Une dette syndiquée à taux variable sur base Euribor plus marge, dont l'encours au 31 mars 2017 est :

- pour Elior Group SA,
- une dette bancaire senior d'un montant total au 31 mars 2017 de 200,0 millions d'euros amortissable en janvier 2021 pour 168 millions d'euros et en décembre 2022 pour 32 millions d'euros. Le coût de cette dette est indexé sur l'Euribor avec une marge standard de 1,65% pour la tranche à échéance 2021 et 2,75% pour la tranche à échéance 2022 ;
- une dette obligataire en \$ provenant d'un placement privé réalisé en mai 2015 (6^{ème} amendement du SFA) lors du refinancement de la dette initiale d'acquisition de Elior North America pour un montant de 100 millions \$ au

31 mars 2017 et amortissable en mai 2022. Le coût de cette dette est indexé sur le taux Libor US 6 mois avec une marge standard de 2,15% ;

- une dette bancaire senior d'un montant total au 31 mars 2017 de 234,0 millions d'euros amortissable en janvier 2023 pour 50 millions d'euros et en mai 2023 pour 184 millions d'euros. Le coût de cette dette est indexé sur l'Euribor avec une marge standard de 2,50% ;
- pour Elior Participations SCA,
- une dette bancaire senior en € d'un montant total au 31 mars 2017 de 750,0 millions d'euros amortissable en janvier 2021 pour 632 millions d'euros et décembre 2022 pour 118 millions d'euros. Le coût de cette dette bancaire est indexé sur l'Euribor, avec une marge standard de 1,65% pour la tranche à échéance 2021 et 2,75% pour la tranche à échéance 2022. S'y ajoute une ligne de crédit revolving de 300,0 millions d'euros (utilisable par Elior Participations ou par Elior Group) à taux variable Euribor plus une marge standard de 1,25% à échéance en janvier 2021. En cas de non utilisation, elle fait l'objet d'une commission de confirmation qui est une fraction de cette marge. Au 31 mars 2017, cette ligne était utilisée par Elior Participations pour un montant de 110,0 millions d'euros ;
- une dette bancaire senior en \$ émise dans le cadre du SFA et tirée en mai 2015 pour 50 millions \$ (6^{ème} amendement) puis en juin 2015 (7^{ème} amendement) pour 50 millions \$ lors du

refinancement de la dette initiale d'acquisition de Elior North America puis en juin 2016 (8^{ème} amendement) pour 244 millions \$ pour un montant total de 344 millions \$ au 31 mars 2017 et amortissable en mai 2020 pour 100 millions \$ et en juin 2021 pour 244 millions \$. Le coût de cette dette est indexé sur le taux Libor US avec une marge standard de 1,70%. S'y ajoute une ligne de crédit revolving de 250 millions \$ (utilisable par Elior Participations ou par Elior Group) à taux variable Libor plus une marge standard de 1,30%, à échéance en mai 2020. En cas de non utilisation, elle fait l'objet d'une commission de confirmation qui est une fraction de cette marge. Au 31 mars 2017, cette ligne était utilisée par Elior Participations pour un montant de 5,0 millions \$.

Une dette résultant du programme de titrisation de créances commerciales, dont l'encours - net du dépôt de surdimensionnement d'un montant de 77,5 millions d'euros - s'élève à 275,3 millions d'euros au 31 mars 2017. Ce programme de titrisation de créances commerciales a été mis en place à la fin de l'année 2006 pour une durée de 5 ans et reconduit jusqu'à juin 2018. Le plafond de ce programme (net de l'équivalent d'un dépôt de garantie) est de 300 millions d'euros et inclut désormais les créances des filiales espagnoles, italiennes et anglaises d'Elior Group. Son coût, sur la base des encours nets, est de l'ordre de 1,5%.

L'échéancier de l'endettement du Groupe est présenté ci-dessous :

(En millions d'euros)	Devise d'émission	Dettes courantes	Au 31 mars 2018 Non audité		Au 30 septembre 2017 Audité		
			Échéance > 1 an et < 5 ans	Échéance > 5 ans	Dettes non courantes	Dettes non courantes	
Dettes bancaires							
Emprunts moyen terme - Elior Group SA	€		168,0	384,0	552,0		552,0
Emprunts moyen terme - Elior Participations	€ / \$		1 109,9		1 109,9		952,6
Autres dettes bancaires moyen et long terme	€		2,3	0,5	2,8		1,4
Sous-total dettes bancaires			1 280,2	384,5	1 664,7		1 506,0
Autres dettes							
Emprunt obligataire Elior Group (placement privé)	\$		81,2		81,2		84,7
Crédit-bail et location financière	€	14,9	24,9		24,9	15,0	25,5
Emprunts et dettes financières diverses (1)	€		122,5		122,5		84,9
Découverts bancaires (2)	€	38,2				57,5	
Comptes courants (2)	€	1,6				1,4	
Intérêts courus sur emprunts (2)	€ / \$	1,5				1,2	
Sous-total autres dettes		56,2	228,6	-	228,6	75,1	195,1
Total dettes financières		56,2	1 508,8	384,5	1 893,4	75,1	1 701,1

(1) Y inclus dette résultant du programme de titrisation de créances commerciales

(2) Dette considérée comme un passif de trésorerie dans le tableau des flux de trésorerie.

21.2 Charges financières nettes

Le résultat financier de la période de 6 mois close le 31 mars 2018 fait apparaître une charge nette de 33,1 millions d'euros, contre 25,2 millions d'euros pour la période de 6 mois close le 31 mars 2017, analysée comme suit :

(En millions d'euros)	Semestre clos le 31 mars 2018 Non audité	Semestre clos le 31 mars 2017 Non audité
Charge d'intérêt sur endettement financier	(25,7)	(25,0)
Produits d'intérêt sur placements court terme	1,5	2,1
Autres charges et produits financiers (1)	(8,2)	(1,9)
Actualisation des engagements postérieurs à l'emploi	(0,8)	(0,5)
Charges et produits financiers nets	(33,1)	(25,2)

(1) Dont :

- Mise à la juste valeur par résultat des instruments de couverture de taux	(0,4)	-
- Résultat de cession et mouvement sur provision pour dépréciation sur titres non consolidés	(6,0)	(0,3)
- Amortissement des frais d'émission des emprunts	(1,9)	(2,3)
- Pénalités de remboursement anticipé du Bond Elixir Finance SCA 6,5% mai 2020	-	-
- Gain / perte de change net(te)	0,6	0,7
- Autres charges financières	(0,5)	-

Les charges financières nettes du Groupe ont augmenté principalement du fait (i) de la hausse des intérêts financiers payés sur les financements en US\$ pour la partie non couverte en raison de la hausse du taux LIBOR US\$ (ii) de l'augmentation des encours de créances titrisées et (iii) des dépréciations enregistrées pour un montant de 6 millions d'euros concernant certaines lignes de titres non consolidés détenues dans des entreprises innovantes.

22. Provisions courantes et non courantes

Ce poste se décompose de la manière suivante :

(En millions d'euros)	Au 31 mars 2018 Non audité	Au 30 septembre 2017 Audité
Risques commerciaux	2,2	2,4
Provision pour litiges fiscaux et sociaux	25,9	29,7
Provision pour réorganisation	1,3	2,7
Engagements liés au personnel	11,2	11,2
Autres provisions	13,0	14,6
Provisions courantes	53,7	60,6
Engagements liés au personnel	112,6	112,4
Non-renouvellement des concessions	10,0	9,5
Autres provisions	13,5	13,5
Provisions non courantes	136,1	135,4
Total	189,8	196,0

(En millions d'euros)	Au 31 mars 2017 Non audité	Au 30 septembre 2016 Audité
Risques commerciaux	2,5	2,8
Provision pour litiges fiscaux et sociaux	25,8	26,5
Provision pour réorganisation	1,5	1,2
Engagements liés au personnel	11,3	11,2
Autres provisions	10,4	8,4
Provisions courantes	51,6	50,1
Engagements liés au personnel	116,1	113,0
Non-renouvellement des concessions	9,4	8,8
Autres provisions	14,4	17,8
Provisions non courantes	139,9	139,5
Total	191,5	189,6

23. Transactions avec les parties liées

Néant

24. Résultat net des activités abandonnées

Au 31 mars 2018, les actifs détenus en vue de la vente enregistrés au bilan consolidé du Groupe concernent essentiellement des activités non stratégiques opérées par Areas Europe du Nord.

Le résultat net des activités détenues en vue de la vente, après élimination des opérations intragroupes, est présenté sur une ligne distincte du compte de résultat.

Il inclut le résultat net d'impôts de la période jusqu'à la date de leur cession, ainsi que le résultat de la

cession. Pour le semestre clos le 31 mars 2018 il s'agit essentiellement des 40% détenus par le Groupe dans les activités musées en France dont le contrôle a été cédé à Groupe Ducasse au cours de l'exercice précédent et qui représentent un chiffre d'affaires de 7,2 millions d'euros et une perte nette de 0,8 million d'euros.

Pour la période comparative de l'exercice précédent présentée au 31 mars 2017, ces activités ont réalisé un chiffre d'affaires de 23,4 millions d'euros et une perte nette de 0,9 million d'euros.

25. Événements postérieurs à la clôture du 31 mars 2018

En date du 20 avril 2018, Elior Group a convenu avec ses banques d'une extension de l'échéance de remboursement pour la plus grande partie des montants empruntés au titre des lignes de dettes syndiquées en euros et en dollars telles que décrites au paragraphe 21.1 ci-avant, à savoir :

- les Term Loans pour un montant de 800 millions d'euros et la Revolving Credit Facility d'un montant initial de 300 millions d'euros et dont le plafond d'utilisation a été augmenté à 450 millions d'euros ont dorénavant une date d'échéance en mai 2023 ;

- 344M\$ de Term Loans et 250M\$ de Revolving Credit Facility ont dorénavant une date d'échéance en mai 2023.

En application de la 31^{ème} résolution de l'assemblée générale mixte du 9 mars 2018, Elior Group a lancé son premier plan d'actionnariat international réservé aux salariés du Groupe (Plan Future). Ce plan s'est traduit par la souscription de 1 059 846 actions nouvelles Elior Group correspondant à une augmentation de capital de 15 millions d'euros intervenue en avril 2018.

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le premier semestre de l'exercice 2017-2018 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle et sincère du patrimoine, de la situation financière et du résultat d'Elior Group et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation. Le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

A Paris La Défense,
Le 29 mai 2018,



Philippe Guillemot
Directeur Général

Elior Group SA

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

(Période du 1^{er} octobre 2017 au 31 mars 2018)

PricewaterhouseCoopers Audit
63 rue de Villiers
92 208 Neuilly-sur-Seine
France

KPMG Audit IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92 066 Paris La Défense Cedex
France

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

(Période du 1er octobre 2017 au 31 mars 2018)

Aux Actionnaires
Elior Group SA
9 -11 Allée de l'Arche
92032 Paris La Defense cedex

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Elior Group, relatifs à la période du 1er octobre 2017 au 31 mars 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Paris La Défense et Neuilly-sur-Seine, le 29 mai 2018

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit IS

Eric Bertier
Associé

François Caubriere
Associé